

COMMISSION OF THE ~~EUROPEAN~~ COMMUNITIES

COM(81) 50 final

Brussels, 3rd March 1981

COMMISSION PROPOSALS

on the fixing of prices for certain agricultural products
and on certain related measures (1981/82)

VOLUME II

(presented by the Commission to the Council)

COM(81) 50 final

Propositions de Prix

1. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, les prix dans le secteur des céréales
2. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, les prix dans le secteur du riz
3. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, les majorations mensuelles des prix des céréales, des farines de froment et de seigle ainsi que des gruaux et semoules de froment
4. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, les majorations mensuelles des prix du riz paddy et du riz décortiqué
5. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant une indemnité compensatrice pour le froment tendre, le seigle et le maïs en stock à la fin de la campagne 1980/1981
6. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, la liste des régions de la Communauté qui bénéficient de l'aide pour le froment dur ainsi que le montant de cette aide
7. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du déterminant les exigences technologiques du froment tendre destiné à la panification

8. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du modifiant le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales
9. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du relatif à l'article 3bis du règlement (CEE) n° 2727/75 portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales
10. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, le prix d'intervention du sucre blanc, le prix de base de la betterave, la qualité type des betteraves ainsi que le montant du remboursement pour la compensation des frais de stockage
11. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, le prix d'intervention du sucre brut, les prix minimaux de la betterave ainsi que les prix de seuil
12. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, le prix indicatif à la production, l'aide à la production et le prix d'intervention de l'huile d'olive ainsi que le pourcentage de l'aide à la production visé à l'article 5 paragraphe 2 et 7 du règlement no 136/66/CEE
13. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, les majorations mensuelles du prix représentatif de marché, du prix d'intervention et du prix de seuil de l'huile d'olive
14. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du modifiant le règlement no 136/66/CEE portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses
15. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, 1982/1983 et 1983/1984 la production maximale de graines de colza et de navette visée à l'article 22bis du règlement no 136/66/CEE, ainsi que certains éléments y afférents
16. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, les prix indicatifs et les prix d'intervention de base des graines de colza, de navette et de tournesol
17. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, les majorations mensuelles du prix indicatif et du prix d'intervention des graines de colza, de navette et de tournesol

18. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, le prix d'objectif des graines de soja
19. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, le prix minimal des graines de soja
20. Règlement (CEE) no /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, le prix d'objectif des graines de lin
21. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, le prix d'objectif des graines de ricin
22. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, le prix minimal des graines de ricin
23. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, le prix de seuil de déclenchement de l'aide pour les pois, les fèves et les féveroles ainsi que le prix minimal de ces produits
24. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, l'aide forfaitaire à la production ainsi que le prix d'objectif dans le secteur des fourrages séchés
25. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du modifiant le règlement (CEE) no 1117/78 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fourrages séchés
26. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, les montants de l'aide pour le lin textile et le chanvre
27. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du concernant le financement des mesures favorisant l'utilisation de filasses de lin pour la campagne de commercialisation 1981/1982
28. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne d'élevage 1981/1982, le montant de l'aide pour les vers à soie

29. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du
fixant les prix d'orientation dans le secteur du vin pour la période
du 16 décembre 1981 au 15 décembre 1982
30. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du
fixant certains prix et autres montants applicables dans le secteur
des fruits et légumes pour la campagne 1981/1982
31. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du
modifiant le règlement (CEE) no 2511/69 en ce qui concerne les citrons
et le règlement (CEE) no 1035/72 relativement aux citrons et aux re-
traits préventifs pour les pommes et poires
32. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du
modifiant le règlement (CEE) no 516/77 portant organisation commune des
marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et
légumes
33. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du
portant limitation de l'octroi de l'aide à la production pour certains
produits transformés à base de fruits et légumes
34. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du
modifiant le règlement (CEE) no 727/70 portant établissement d'une organi-
sation commune des marchés dans le secteur du tabac brut

36. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du
prévoyant des mesures spéciales pour certaines variétés de tabac brut
- 36bis Rapport tabac de la Commission au Conseil
37. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du
fixant, pour les campagnes de commercialisation 1982, 1983 et 1983/1984
les montants de l'aide accordée dans le secteur des semences
38. Règlement (CEE) n° / du Conseil du
fixant, pour la campagne laitière 1981/1982, le prix indicatif du lait
et les prix d'intervention du beurre, du lait écrémé en poudre et des
fromages grana padano et parmigiano reggiano
39. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du
fixant, pour la campagne laitière 1981/1982, les prix de seuil de
certains produits laitiers

40. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du modifiant le règlement (CEE) no 2915/79 en ce qui concerne les conditions d'admission de certains fromages dans certaines positions tarifaires, ainsi que le règlement (CEE) no 950/68 relatif au tarif douanier commun
41. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du modifiant le règlement (CEE) no 1269/79 en ce qui concerne les conditions de l'écoulement à prix réduit de beurre destiné à la consommation directe pendant la campagne laitière 1981/1982
42. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du modifiant le règlement (CEE) no 986/68 en ce qui concerne la marge à l'intérieur de laquelle l'aide pour le lait écrémé en poudre peut être fixée
43. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du modifiant le règlement (CEE) no 1079/77 relatif au prélèvement de coresponsabilité applicable dans le secteur du lait et des produits laitiers
44. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du modifiant le règlement (CEE) no 1080/77 relatif à la cession à prix réduit du lait et de certains produits laitiers aux élèves des établissements scolaires
45. Règlement (CEE) no /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, le prix d'orientation et le prix d'intervention des gros bovins
46. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du modifiant le règlement (CEE) no 1357/80 instaurant un régime de prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes
47. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du concernant l'octroi d'une prime à la naissance des veaux en Italie
48. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du fixant, pour la campagne de commercialisation 1981/1982, le prix de base, le prix d'intervention et les prix de référence dans le secteur de la viande ovine
49. Règlement (CEE) N° /81 du Conseil du modifiant le règlement (CEE) no 1837/80 portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine

50. Règlement (CEE) N° /81 du Conseil du
fixant, pour la période du 1er novembre 1981 au 31 octobre 1982, le prix
de base et la qualité type du porc abattu

51. Règlement (CEE) no /81 du Conseil du
portant établissement d'un régime d'aide à l'apiculture pour les
campagnes 1981/1982 à 1983/1984

52. Règlement (CEE) n° /81 du Conseil du
modifiant le règlement (CEE) no 878/77, relatif au taux de change à
appliquer dans le secteur agricole

fixing cereal prices for the 1981/82 marketing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 2726/75 of 29 October 1975 on the common organization of the market in cereals (1), as last amended by the Act of Accession of Greece, and in particular Articles 3(6) and 4 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (2),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),

Whereas the markets and prices policy, based on modern farms, is the main instrument of the incomes policy in agriculture; whereas full advantage cannot be drawn from such a policy unless it is integrated into the common agricultural policy as a whole, including a dynamic social and structural policy and the application of the rules on competition contained in the Treaty;

Whereas the intervention prices and target prices for the principal cereals and the reference prices for common wheat of bread-making quality must be fixed in such a way as to promote a balance between the different sections of production on the basis of actual market requirements;

Whereas, in order to ensure the fluidity of the Community barley and maize markets, the ratio between the relative values of the two cereals concerned for use in animal feed should be adjusted;

Whereas, for the purposes of fixing the target price for common wheat, the reference price for this product is to be fixed at a level corresponding to the medium bread-making quality; whereas, in calculating this price, account should be taken of the difference between the return on production of common wheat of medium bread-making quality and that of common wheat of non-bread-making quality, which can at present be assessed at 15%;

(1) OJ No L 281, 1.11.1975, p. 1

(2) OJ No

(3) OJ No

)

Whereas the intervention prices for durum wheat and rye and the reference price for common wheat applicable in Greece are to be fixed in accordance with the provisions of Article 59(3)(a) of the Act of Accession of Greece,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the 1981/82 marketing year, cereal prices shall be those fixed in the Annex.

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

ANNEX

3

	<u>(ECU/tonne)</u>
<u>COMMON WHEAT</u>	
Single common intervention price	165.23
Reference price, minimum bread-making quality:	
- EEC of Nine	190.03
- Greece	179.90
Target price	231.13
<u>RYE</u>	
Single common intervention price:	
- EEC of Nine	165.23 (1)
- Greece	163.04
Target price	211.81
<u>BARLEY</u>	
Single common intervention price	165.23
Target price	211.81
<u>MAIZE</u>	
Single common intervention price	165.23
Target price	211.81
<u>DURUM WHEAT</u>	
Single intervention price:	
- EEC of Nine	271.09
- Greece	248.21
Target price	311.83

(1) This price is increased by 3.97 ECU/tonne (Article 3(1) of Regulation (EEC) No 2727/75)

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC)

fixing rice prices for the 1981/82 marketing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 1418/76 of 21 June 1976 on the common organization of the market in rice (1), as last amended by the Act of Accession of Greece, and in particular Article 3(3) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (2),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),

Whereas the markets and prices policy, based on modern farms, is the main instrument of the incomes policy in agriculture; whereas full advantage cannot be drawn from such a policy unless it is integrated into the common agricultural policy as a whole, including a dynamic social and structural policy and the application of the rules on competition contained in the Treaty;

Whereas the intervention price for paddy rice must be fixed at a rate which takes simultaneous account of the policy in respect of rice production and the use of rice and of improved farm incomes;

Whereas the target price for husked rice should be derived from the intervention price for paddy rice, in accordance with the criteria set out in Article 4(3) of Regulation (EEC) No 1418/76;

(1) OJ No L 166, 25.6.1976, p. 1
(2) OJ No C 97, 21.4.1980, p. 33
(3) OJ No C 182, 21.7.1980, p. 34

Whereas the application of the criteria for the fixing of the different prices and the application of the measures provided for in respect of the exchange rates to be applied in agriculture entail fixing those prices at the levels indicated herein,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the 1981/82 marketing year, the rice prices shall be as follows:

- (a) intervention price, paddy rice: 257.08 ECU per tonne;
- (b) target price, husked rice: 446.25 ECU per tonne.

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply from 1 September 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

fixing the monthly price increases for cereals, wheat and rye flour
and wheat groats and meal for the 1981/82 marketing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 2727/75 of 29 October 1975 on the common organization of the market in cereals (1), as last amended by the Act of Accession of Greece, and in particular Article 6(2) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas, when the number and amount of the monthly increases and the first month during which these are to apply are fixed, account should be taken of the storage costs and interest charges for storing cereals in the Community and of the need to ensure that the disposal of stocks of cereals conforms to market requirements,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the 1981/82 marketing year, the monthly increases to be applied to the target price, threshold price and intervention price for the products listed in Article 1(a), (b) and (c) of Regulation (EEC) No 2727/75 and to the reference price for common wheat of bread-making quality, shall be as set out in this Regulation.

Article 2

The monthly increases to be applied to the target price, threshold price and intervention price for common wheat, rye, barley and maize and durum wheat and to the reference price for common wheat of bread-making quality, operative for the first month of the marketing year, shall be as follows:

(1) OJ No L 281 - 1.11.1975, p. 1

(ECU/tonne)

Period	Common wheat, rye, barley and maize	Durum wheat
August 1981	-	-
September	2,24	2,40
October	4,48	4,80
November	6,72	7,20
December	8,96	9,60
January 1982	11,20	12,00
February	13,44	14,40
March	15,68	16,80
April	17,92	19,20
May	20,16	21,60
June	(22,40)	(24,00)
July	(22,40)	(24,00)

The monthly increases indicated in brackets shall apply to neither the reference price for common wheat of bread-making quality nor intervention prices.

Article 3

The monthly increases to be applied to the threshold price for meslin, oats, buckwheat, millet, canary seed and sorghum operative for the first month of the marketing year shall be the same as those applicable to cereals other than durum wheat.

Article 4

The monthly increases to be applied to the threshold price for wheat, meslin and rye flour and to the threshold price for groats and meal of common or of durum wheat operative for the first month of the marketing year shall be as follows:

(ECU/tonne)

Period	Wheat, meslin and rye flour, common wheat, groats and meal	Groats and meal of durum wheat
August 1981	-	-
September	3,38	3,79
October	6,76	7,58
November	10,14	11,37
December	13,52	15,16
January 1982	16,90	18,95
February	20,28	22,74
March	23,66	26,53
April	27,04	30,32
May	30,42	34,11
June	33,80	37,90
July	33,80	37,90

Article 5

This Regulation shall enter into force on the day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

COUNCIL REGULATION (EEC)

fixing the monthly price increases for paddy rice and husked rice
for the 1981/82 marketing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 1418/76 of 21 June 1976 on the common organization of the market in rice (1), as last amended by the Act of Accession of Greece, and in particular Article 7(2) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas, when the number and amount of the monthly increases and the first month during which these increases are to apply are fixed, account should be taken of the costs of storage and financing rice in the Community and of the need to ensure that the disposal of stocks of rice conforms to market requirements,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

1. For the 1980/81 marketing year, the amount of each of the monthly increases provided for in Article 7(1) of Regulation (EEC) NO 1418/76 shall be as follows:

- 2.77 ECU per tonne for the intervention price,
- 3.46 ECU per tonne for the target price.

2. These monthly increases shall apply from 1 October 1981 to 1 July 1982. The prices thus obtained for July 1982 shall remain valid until 31 August 1982.

(1) OJ No L 166, 25.6.1976, p. 1

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply from 1 September 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

COUNCIL REGULATION (EEC)

fixing a carry-over payment for common wheat, rye and maize remaining in stock at the end of the 1980/81 marketing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 2727/75 of 29 October 1975 on the common organization of the market in cereals (1), as last amended by the Act of Accession of Greece, and in particular Article 9(1) and (5) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas one of the purposes of the carry-over payment provided for in Article 9(1) of Regulation (EEC) No 2727/75 is to prevent a massive inflow to intervention of cereals, much of which could be directly disposed of on the market before the new harvest, at the moment when the monthly intervention price increases end; whereas the market situation for common wheat throughout the Community and the situation for rye used for human consumption in certain regions of the Community are such that a carry-over payment should be granted for these cereals;

Whereas there is a likelihood in certain regions of quantities of maize being offered for intervention although a deficit exists in the Community as a whole; whereas a carry-over payment should therefore also be given for this cereal; whereas, since the marketing of a crop normally extends beyond the end of the marketing year, the granting of a carry-over payment helps to prevent the large quantities normally in stock at the end of the marketing year going to intervention during its last few months;

(1) OJ No L 281, 1.11.1975, p. 1.

Whereas the amount of the carry-over payment should be fixed by taking the difference between the single common intervention price applicable on 1 August 1980, increased by eleven monthly increases and converted into the national currency at the representative rate applicable on 31 July 1981, and the single common intervention price applicable on 1 August 1981; whereas, where the calculation gives a negative amount, the payment should be counted as nil;

Whereas the carry-over payment cannot be given for cereals harvested in the Community during 1981, as their cost has not been increased by any storage element; whereas, in view of the connection between the intervention and the carry-over payment systems, carry-over payments should be given only for cereals which are of sound and fair merchantable quality, within the meaning of the provisions adopted in implementation of Article 7(5) of Regulation (EEC) No 2727/75; whereas, however, in respect of rye held by the milling industry, milling for human consumption is accepted as proof of sufficient quality,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

1. A carry-over payment shall be granted for common wheat and for rye used for human consumption, harvested in the Community and in store there at the end of the 1980/81 marketing year.
2. A carry-over payment shall also be granted for maize harvested in the Community and in store in surplus production areas of the Community at the end of the 1980/81 marketing year.
3. The carry-over payment shall be equal to the difference between the single common intervention price applicable on 1 August 1980, increased by eleven monthly increases and converted into national currency at the representative rate applicable on 31 July 1981, and the single common intervention price applicable on 1 August 1981 converted into national currency. Where the calculation gives a negative amount the payment shall be counted as nil.

Article 2

The carry-over payments referred to in Article 1(1) and (2) shall not be made for cereals from the 1981 harvest or for cereals which do not meet the quality conditions required for intervention during the 1980/81 marketing year.

In respect of rye held by the milling industry at the end of the marketing year, milling for human consumption shall be accepted as proof of sufficient quality.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

14

fixing for the 1981/82 marketing year the list of those Community regions which qualify for aid for durum wheat and the amount of such aid

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,
Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
Having regard to Council Regulation (EEC) No 2727/75 of 29 October 1975 on the common organisation of the market in cereals (1), as last amended by the Act of Accession of Greece, and in particular Article 10(2) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,
Having regard to the opinion of the European Parliament (2),
Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),
Whereas the purpose of the aid for durum wheat is to ensure a fair standard of living for the least well-off farmers in those regions in which durum wheat is the traditional crop;
Whereas Greece, under a previous national scheme, granted the same kind of aid for durum wheat as in the Community of Nine; whereas that aid was limited to areas at 500 m or more above sea level (upland areas); whereas durum wheat is grown in other regions of Greece;
Whereas the rate of the Greek national aid was fixed for 1980/81 at DRA 3 000 per hectare;
Whereas the rules regarding the alignment of the aid as laid down in Article 68 of the Act of Accession apply to the aid for durum wheat applicable in Greece,
HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

For the 1981/82 marketing year, the aid for durum wheat referred to in Article 10 of Regulation (EEC) No 2727/75 is hereby fixed at:

(1) OJ No L 281, 1.11.1975, p. 1

(2) OJ No L

(3) OJ No L

- for the Italian and French regions listed in the Annex:
85.18 ECU per hectare,
- for the Greek regions listed in the Annex:
57.23 ECU per hectare in areas entitled to national aid as being upland areas within the meaning of the Greek regulations applicable until 31 December 1980,
- 17.04 ECU per hectare in those areas of the same Greek regions which did not qualify for national aid.

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply with effect from 1 August 1981.

This Regulation is binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

ANNEX

ITALY

- Administrative Regions

Abruzzi
Basilicata
Calabria
Campania
Latium
Marches
Molise
Apulia
Sardinia
Sicily
Tuscany
Umbria

- mountain and hill-farming areas and less-favoured areas covered by Directive 75/268/EEC (1).

(1) OJ No L 128, 19.5.1975, p. 1

FRANCE

- ONIC Administrative regions

Marseille

Toulouse

Departments

Ardèche

Drôme

GREECE

- Regions

Central Greece

Peloponnese

Ionian Islands

Thessaly

Macedonia

Aegean Islands

17

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

laying down technical requirements in respect
of common wheat for bread-making

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 2727/75 of 29 October 1975 on the common organization of the market in cereals (1), as last amended by the Act of Accession of Greece (2), and in particular Article 4 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas Article 3(2) of Regulation (EEC) No 2727/75 provides that the reference price is to be fixed for common wheat which meets standard quality criteria and medium bread-making quality requirements; whereas Article 4 of that Regulation provides that the Council shall determine the minimum bread-making requirements;

Whereas the definition of medium bread-making quality and minimum bread-making requirements should be based both on the behaviour of the dough made from such wheat during the mechanical kneading process and also on the chemical and biochemical properties of such wheat,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

Common wheat shall meet the requirements for medium bread-making quality where the dough from such wheat does not stick during the mechanical kneading process and where such wheat has the following chemical and biochemical properties:

(1) OJ No L 281, 1.11.1975, p. 1

(2) OJ No

- protein content of at least 11.5%;
- Zeleny index of at least 25%;
- Hagberg falling index of at least 260 (60 seconds of preparation plus falling time).

Article 2

Common wheat shall satisfy the minimum bread-making requirements where it presents an acceptable degree of amylasic activity and an acceptable protein content and where the dough obtained from this wheat does not stick during the mechanical kneading process.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply with effect from 1 August 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

19

COUNCIL REGULATION (EEC)

amending Regulation (EEC) No 2727/75 on the common
organization of the market in cereals

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (1),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (2),

Whereas the common agricultural policy is based on three principles:
market unity, Community preference and shared financial responsibility;

Whereas market unity is achieved by means of common prices; whereas these
prices, together with intervention measures, are the principal instruments
of the agricultural incomes policy; whereas this policy has brought about
or is liable to bring about serious imbalances between supply and demand;

Whereas despite annual variations Community cereal production is increasing
more rapidly than demand; whereas this is resulting in increasingly
burdensome budgetary expenditure;

Whereas in order to bring this increase in public expenditure under control
it is necessary to adjust the market organization without, however, calling
into question the present principles of the common agricultural policy;

Whereas the adjustment to be made to the organization of the market must be
based on the idea that it is neither economically sound nor financially
possible to guarantee price levels for unlimited quantities of products;
whereas effect may be given to this idea by introducing the principle of a
financial contribution by producers in the cereals sector; whereas this
principle must be permanently inserted in Council Regulation (EEC)
No 2727/75 (3), as last amended by the Act of Accession of Greece;

(1)

(2)

(3) OJ No L 281, 1.11.1965, p. 1

Whereas in the cereals sector this financial contribution may take the form of a reduction of the guarantee when production exceeds a certain basic quantity to be determined; whereas, in view of the present price system and the relationship between the different kinds of cereal, separate basic quantities must be fixed for certain product groups;

Whereas in accordance with Article 9(3) of Regulation (EEC) No 2727/75 the carry-over payment for certain cereals harvested in the Community may not exceed the difference between the target price valid for the last month of the marketing year and the target price valid for the first month of the next marketing year; whereas this provision does not take sufficient account of the costs resulting from storage during the months of June and July; whereas in consequence cereals that in normal conditions could remain on the market are liable to be offered for intervention; whereas in order to prevent such intervention the maximum amount of the payment should be fixed at the difference between the intervention prices plus an appropriate number of monthly increases; whereas, to prevent any uncertainty harmful to operators, no account should be taken of the new Article 3a of the said Regulation in the calculation of the carry-over payment,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

Regulation (EEC) No 2727/75 is hereby amended as follows:

1. The following Article 3a is inserted:

"Article 3a

1. If in any marketing year Community production of
 - common wheat of breadmaking quality
 - durum wheat
 - rye, barley, maize and other cerealsexceeds a basic quantity fixed for each of the cereal groups, the reference price of common wheat of breadmaking quality, the intervention price of durum wheat and the single common intervention price shall be reduced for the marketing year in question by a percentage to be determined.
2. The Council, acting in accordance with the procedure laid down in Article 43(2) of the Treaty, shall fix the basic quantities mentioned in paragraph 1 and the percentage reduction to be made in the intervention and/or reference prices.

3. The Commission, acting in accordance with the procedure laid down in Article 26, shall ascertain Community production of each product group mentioned in paragraph 1 and, if necessary, the price reduction to be applied under paragraph 2. It shall adopt detailed rules for implementing this Article in accordance with the same procedure."

2. Article 9(3) is replaced by the following:

"3. The carry-over payment for each cereal shall not exceed the difference between the intervention price fixed by the Council for the first month of the marketing year, increased by eleven monthly increases, and the intervention price fixed by the Council for the first month of the next marketing year.

In applying this paragraph Article 3a shall be disregarded."

Article 2

This Regulation shall enter into force on the third day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

on the application of Article 3a of Regulation (EEC) No 2727/75
on the common organization of the market in cereals

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 2727/75 of 29 October 1975 on
the common organization of the market in cereals (1), as last amended by
Regulation (EEC) No (2), and in particular Article 3a(2) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission (3),

Having regard to the opinion of the European Parliament (4),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (5),

Whereas Article 3a of Regulation (EEC) No 2727/75 has added to the three
principles which have hitherto governed the common agricultural policy a
further principle, namely, a financial contribution by producers when there
is a production surplus; whereas that contribution consists in reduced
guaranteed prices if production exceeds a basic quantity to be determined;

Whereas the basic quantity for each group of cereals referred to in
Article 3a of Regulation (EEC) No 2727/75 must, on this first occasion, be
determined in the light not only of the situation with regard to supply and
demand but also of the fact that the financial contribution represents a
new and unforeseen factor for producers;

Whereas in order to facilitate the changeover from a system of unlimited
guarantee to one involving a financial contribution and at the same time
impart a certain direction to production over the medium term, the basic
quantity should be fixed for a period of three marketing years;
whereas, for the same reason, minimum and maximum limits should be fixed in
respect of the decrease in guaranteed prices,

(1) OJ No L 281, 1.11.1975, p. 1

(4)

(2)

(5)

(3)

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

1. For the 1981/82, 1982/83 and 1983/84 marketing years, the basic quantities referred to in Article 3a(1) of Regulation (EEC) No 2727/75 shall be as follows:
 - 46.9 million tonnes for common wheat of bread-making quality
 - 4.4 million tonnes for durum wheat and
 - 69.6 million tonnes for rye, barley, maize and the other cereals.

2. If recorded Community production for the marketing year concerned exceeds the basic quantities referred to in paragraph 1 above, the reference price for common wheat, the intervention price for durum wheat and/or the common single intervention price applicable shall be reduced by 0.1% for every 0.1% in excess of the basic quantity. However, the prices concerned shall not be reduced if production exceeds the basic quantity by less than 0.5%.

The reduction in prices shall not be greater than 5% of the prices concerned as fixed by the Council for the month of August of that marketing year.

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply with effect from 1 August 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC)

fixing, for the 1981/82 marketing year the intervention price for
raw sugar, the minimum prices for beet and the threshold prices

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No /80 of 1980
on the common organization of the market in sugar (1), and in particular
Article 3(4), Article 5(4) and Article 14(5) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas Council Regulation (EEC) No /81 of fixing for
the 1981/82 marketing year the intervention price for white sugar, the
basic price for beet, the standard quality of beet and the amount of the
repayment of the offset storage costs (2), fixed the intervention price for
white sugar at 46.52 ECU per 100 kilograms;

Whereas Article 3(1) of Regulation (EEC) No /81 provides for the
fixing of an intervention price for raw sugar; whereas this price should
be based on the intervention price for white sugar, fixed values being
taken for the processing margin, transport costs, sugar supply and yield;

Whereas Regulation (EEC) No /81 fixed the basic price for beet at
35.58 ECU per tonne; whereas Article 5 of Regulation (EEC) No /81
states that the minimum price for A quota and B quota beet is to be 97.5%
and 60% respectively of the basic beet price;

Whereas in accordance with Article 14(2) of Regulation (EEC) No /81
the threshold price of white sugar is equal to its intervention price
multiplied by a coefficient of 1.05, plus transport charges, calculated at
a flat rate, from the Community area having the largest surplus to the most
distant deficit area in the Community, plus a fixed amount representing the
storage levy which, for 1981/82, can be estimated at 3.48 ECU per 100
kilograms of white sugar;

(1) OJ No L

(2) OJ No L

Whereas the threshold price for raw sugar must be derived from the threshold price for white sugar, taking into account a processing margin and a standard yield;

Whereas the threshold price for molasses must be fixed in such a way that receipts from sales of molasses can reach the level of receipts of the undertakings taken into account in the fixing of the basic price for beet;

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

The intervention price for raw sugar shall be 38.58 ECU per 100 kilograms.

This intervention price shall be valid for raw sugar of standard quality, not packed, ex-factory, loaded on to the means of transport chosen by the buyer.

Article 2

1. The minimum price for quota A beet shall be 34.69 ECU per tonne.
2. The minimum price for quota B beet shall be 21.35 ECU per tonne.

Article 3

The threshold price shall be:

- (a) 57.85 ECU per 100 kilograms of white sugar;
- (b) 49.64 ECU per 100 kilograms of raw sugar;
- (c) 6.45 ECU per 100 kilograms of molasses.

Article 4

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply in respect of the 1981/82 marketing year.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

fixing for the 1981 sugar year the intervention price for white sugar, the basic price for beet, the standard quality of beet, and the amount of the repayment to offset storage costs

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No /81 of 1981 on the common organization of the market in sugar (1), and in particular Article 3(3), Article 4(3) and Article 8(3) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (2),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),

Whereas, when sugar prices are fixed, account should be taken of the objectives of the common agricultural policy and of the contribution which the Community intends to make to the harmonious development of world trade; whereas the objectives of the common agricultural policy are in particular to ensure a fair standard of living for the agricultural community, to ensure that supplies are available and that they reach consumers at reasonable prices;

Whereas the basic price for beet must take account of the intervention price and of the costs of processing and delivering the beet to factories and be based on an estimated Community yield of 130 kilograms of white sugar per tonne of beet with a 16% sugar content;

Whereas the abovementioned costs may be put at 19.15 ECU per 100 kilograms of white sugar; whereas that amount is made up of the sum of the processing margin, estimated at 17.66 ECU, and the costs of delivering the beet to factories, estimated at 3.25 ECU, less 1.76 ECU representing factories' receipts from the sale of molasses calculated on the basis of a yield of 38.5 kilograms per tonne of beet processed and an ex-factory price for molasses of 5.95 ECU per 100 kilograms of molasses adjusted on the basis of the trend in recent years of the effective selling price;

(1) OJ No L
(2) OJ No C
(3) OJ No C

Whereas the standard quality chosen for beet should be a quality which takes account of production characteristics in the main beet-producing areas of the Community.

Whereas Article 5 of Council Regulation (EEC) No 1358/77 (4) provides that the amount repaid to offset storage costs shall be fixed per month and per unit of weight, account being taken of financing, insurance and specific storage costs,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

The intervention price for white sugar shall be 46.52 ECU per 100 kilograms.

Article 2

The minimum price for beet shall be 35.58 ECU per tonne delivered at the collection centre.

Article 3

Standard quality beet shall:

- (a) be of sound and fair merchantable quality;
- (b) have a sugar content of 16% at the reception point.

Article 4

The amount of the repayment referred to in Article 8 of Regulation (EEC) No /81 shall be 0.58 ECU per month per 100 kilograms of white sugar.

Article 5

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply in respect of the 1981/82 marketing year.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council
The President

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC)

fixing for the 1981/82 marketing year the production target price, the production aid and the intervention price for olive oil and the maximum production and the percentage of production aid referred to in Article 5(2) and (7) respectively of Regulation No 136/66/EEC

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES.

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation No 136/66/EEC of 22 September 1966 on the common organization of the market in oils and fats (1), as last amended by Regulation (EEC) No (2), and in particular Article 4(4) and Article 5(2) and (7) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (3),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (4),

Whereas, when the production target price for olive oil is fixed, account should be taken of the objectives of the common agricultural policy and of the contribution which the Community desires to make to the harmonious development of world trade; whereas the objectives of the common agricultural policy are, in particular, to ensure a fair standard of living for the agricultural community and to ensure that supplies are available and reach consumers at reasonable prices;

Whereas the target price referred to above must be fixed in accordance with the criteria laid down in Articles 4 and 6 of Regulation No 136/66/EEC;

(1) OJ No 172, 30.9.1966, p. 3025/66
(2) OJ No L
(3) OJ No C
(4) OJ No

Whereas, if the producer is to receive a fair income, production aid must be fixed in the light of the impact which consumption aid has on part of the production only;

Whereas the intervention price must be fixed in accordance with the criteria laid down in Article 8 of Regulation No 136/66/EEC;

Whereas Articles 79 and 81 of the Act of Accession of Greece laid down the criteria for fixing, respectively, the intervention price and the production aid applicable in Greece; whereas, on these criteria, the abovementioned price and aid should be fixed at the levels indicated below;

Whereas the production target price and the intervention price are fixed for a specific standard quality; whereas the reasons which led to the determination of the standard quality for the 1980/81 marketing year are still valid; whereas that standard quality should therefore remain unchanged;

Whereas, pursuant to Article 5(2) of Regulation No 136/66/EEC, the maximum production qualifying for the unit production aid fixed for each of the marketing years in question is fixed for a given period; whereas the criteria referred to in Article 5(3) of the said Regulation require that the maximum production for the 1981/82, 1982/83 and 1983/84 marketing years be fixed at the level hereinafter stated;

Whereas under Article 5(4) of Regulation No 136/66/EEC a percentage of the production aid earmarked for some or all producers may be allocated to the financing of regional measures to improve the quality of olive oil production; whereas such measures are necessary, in particular for plant health reasons, in certain Italian and French production regions; whereas some of the production aid earmarked for Italian and French producers should therefore be allocated to the financing of such measures,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the 1981/82 marketing year, the production target price, the production aid and the intervention price for olive oil shall be as follows:

- a) production target price: 272.77 ECU per 100 kilograms;
 - b) production aid:
 - for Greece: 12.00 ECU per 100 kilograms,
 - for the other Member States: 60.00 ECU per 100 kilograms;
-

c) intervention price:

- for Greece: 179.19 ECU per 100 kilograms,
- for the other Member States: 190.93 ECU per 100 kilograms.

Article 2

The prices specified in Article 1 relate to semi-fine virgin olive oil with a free fatty acid content, expressed as oleic acid, of three grams per 100 grams.

Article 3

For the 1981/82, 1982/83 and 1983/84 marketing years, the maximum olive oil production referred to in Article 5(2) of Regulation No 136/66/EEC is hereby fixed at 700 000 tonnes for each of the said marketing years.

Article 4

For the 1981/82 marketing year, 3% of the production aid earmarked for olive oil producers in Italy and France shall be allocated to the financing of specific measures to improve the quality of olive oil in those countries.

Article 5

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

fixing, for the 1981/82 marketing year, the monthly increases in
the representative market price, the intervention price and the
threshold price for olive oil

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation No 136/66/EEC of 22 September 1966 on the establishment of a common organization of the market in oils and fats (1), as last amended by Regulation (EEC) No /81 (2), and in particular Article 10 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas, under Article 10 of Regulation No 136/66/EEC, the representative market price, the intervention price and the threshold price for olive oil must be increased each month for a period of at least five months beginning on 1 January 1982; whereas these increases must be the same for all three prices;

Whereas, in fixing these increases the same for each of these months, account being taken of average storage costs and interest charges in the Community, the average storage costs should be established on the basis of the cost of storing oil in the appropriate premises and of the handling required for preserving the oil in good condition; whereas the interest charges can be calculated with reference to the average price of olive oil valid in production areas;

Whereas, to ensure orderly marketing of the production, in view of the prospects for production and consumption, it is sufficient to provide for seven increases for olive oil,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

(1) OJ No 172, 30.9.1966, p. 3025/66
(2) OJ No

Article 1

For the 1981/82 marketing year, the amount of the monthly increases referred to in Article 10 of Regulation No 136/66/EEC and applicable for seven months with effect from 1 January 1982 shall be 1.56 ECU per 100 kilograms.

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council
The President

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC)

amending Regulation No 136/66/EEC on the establishment of
a common organization of the market in oils and fats

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (1),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (2),

Whereas the common agricultural policy is based on three principles:
market unity, Community preference and financial responsibility;

Whereas market unity is achieved by means of common prices;

whereas those prices, combined with intervention measures, are the chief
instruments of incomes policy in agriculture; whereas that policy has led
or is liable to lead to serious imbalances between supply and demand;

Whereas Council Regulation No 136/66/EEC (3),

as last amended by Regulation (EEC) No /81 (4), provides for a system
of aid for olive oil and for oilseeds; whereas in the light, on the one
hand, of production trends and the level of prices payable to producers and
consequently of the level of aid payments to be made and, on the other, of
the abovementioned imbalance, budgetary expenditure in the sector is
increasingly heavy;

Whereas, in order to bring the increase in public expenditure under control,
the common organization of the market should be adjusted, but without
calling into question the present principles of the common agricultural
policy;

Whereas the adjustment should be based on the idea that it is neither
economically sound nor financially possible to guarantee price levels for
unlimited quantities of produce; whereas that objective can be achieved by
introducing a new principle, namely that of a

(1) OJ No C
(2) OJ No C

(3) OJ No 172, 30.9.1966, p.3025/66
(4)

financial contribution by producers; whereas that principle must be incorporated on a permanent basis;

Whereas in the oils and fats sector such financial participation may take the form of a reduction in the guarantee where production exceeds a certain ceiling to be determined; whereas, in view of the differing nature of the market organizations for olive oil and oilseeds, the principle of financial participation by producers should be introduced according to different rules for the two sectors;

Whereas, as regards the olive oil sector, financial participation by producers can be brought about by restricting entitlement to the production aid fixed at the beginning of the marketing year to a maximum quantity determined for the marketing year in question; whereas, where the ceiling is exceeded, the aid is reduced in proportion to the excess amount;

Whereas, as regards colza and rape seed, the desired purpose can be achieved by reducing the target price and the intervention price where Community production exceeds a ceiling fixed by reference to the outlets available for the products obtained by crushing the seed in question,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

Regulation No 136/66/EEC is hereby amended as follows:

1. Article 5 is replaced by the following:

"Article 5

1. Production aid shall be introduced for olive oil. This aid shall be designed to contribute towards the establishment of a fair income for producers.
2. Before 1 August each year for the marketing year beginning the following year the Council, acting in accordance with the procedure laid down in Article 43(2) of the Treaty, shall fix the unit amount of the production aid. In accordance with the same procedure the Council shall fix, for a given period and for the first time for the 1981/82, 1982/83 and 1983/84 marketing years, the maximum olive oil production to which the aid so fixed shall apply.
Maximum production shall be determined at the same time as the aid is fixed for the first marketing year of the period in question.
3. The aid shall be fixed taking account of the effect of the consumption aid referred to in Article 11 on a part of the production only. The maximum olive oil production to which the aid so fixed shall apply shall be determined account being taken, in particular, of average production over a reference period and of the desirable level of production.
4. If actual production during a marketing year is:
 - (a) less than the maximum production fixed, increased, as the case may be, by the quantity carried over as stated below, the difference shall be added to the maximum production eligible for the unit aid fixed for the following marketing year(s);
 - (b) greater than the maximum production fixed plus any quantity carried over, the unit aid payable per 100 kg of actual production shall be multiplied by a coefficient obtained by dividing the maximum quantity increased, as the case may be, as referred to above by the quantity actually eligible for the aid.
5. The aid shall be granted:
 - to growers who are members of a producer group belonging to an association recognized under Regulation (EEC) No 1360/78 and

this Regulation and to individual growers referred to in Article 20c who agree to abide by the rules of that association, on the basis of the quantity of oil actually produced;

- to other growers, on the basis of the number and production potential of the olive trees which they grow and of the standardized yields of those trees, and provided the olives produced have actually been harvested.

The aid shall, however, be granted only in respect of areas planted with olive trees at 31 October 1978 and in Greece at 1 January 1981.

6. Recognized associations may assist in determining the actual production referred to in the first indent of paragraph 5 and in establishing the production potential and yields referred to in the second indent of paragraph 5.
 7. The Council, acting by a qualified majority on a proposal from the Commission, shall adopt the general rules for implementing this Article. In accordance with the same procedure the Council may decide to allocate a percentage, to be determined, of the production aid allotted to some or all producers to the financing of regional measures to improve the quality of olive oil production.
 8. Detailed rules for the application of this Article and the percentage of the production aid which producer Member States are to pay as an advance shall be adopted in accordance with the procedure laid down in Article 38 and, where appropriate, in accordance with the procedure laid down in Article 13 of Council Regulation (EEC) No 729/70 of 21 April 1970 on the financing of the common agricultural policy, as last amended by Regulation (EEC) No 2788/72."
2. The following Article 22a is inserted:

"Article 22a

1. The Council, acting on a proposal from the Commission in accordance with the procedure laid down in Article 43(2) of the Treaty, shall fix for a given period and for the first time for the 1981/82, 1982/83 and 1983/84 marketing years the maximum production of colza and rape seed to which the prices referred to in Article 22 shall apply.

57

Maximum production shall be determined at the same time as the prices are fixed for the first marketing year of the period in question.

2. The maximum production of colza and rape seed shall be determined account being taken, in particular, of production recorded over a reference period and of the foreseeable prospects for disposal of the products obtained by crushing these seeds.
3. If Community production during a marketing year exceeds the maximum determined for that marketing year, the target price and the intervention price shall be reduced by an amount calculated by reference to the excess quantity.

The Council, when fixing the prices and acting in accordance with the same procedure, shall determine:

- the amount of the reduction in the target price and intervention price to be applied for each point by which actual production exceeds the maximum fixed,
- the maximum amount by which the target price and the intervention price may be reduced.

4. The Council, acting by a qualified majority on a proposal from the Commission, shall determine the general rules for implementing this Article.
5. Detailed rules for implementing this Article shall be adopted, and the part of the aid and the intervention price which Member States are to pay as an advance shall be determined in accordance with the procedure laid down in Article 38."

3. Article 26 is replaced by the following:

"Article 26

1. In each Member State an intervention agency shall, under conditions to be laid down in accordance with the provisions of paragraphs 2 and 3, buy in seeds of Community origin offered to it at intervention centres. The intervention agency shall buy at the intervention price, reduced where appropriate in accordance with Article 22a(3).

If, however, the quality of the seeds offered to the intervention agency does not correspond to that for which the intervention price was fixed, the buying-in price shall be adjusted by means of a scale of price increases and reductions.

Furthermore, if at the request of the intervention agency the seeds are delivered to a place other than the centre indicated by the seller when the offer is made, the resulting change in the seller's transport costs shall be taken into account when payment is effected.

2. The Council, acting in accordance with the voting procedure laid down in Article 43(2) of the Treaty on a proposal from the Commission, shall lay down:
 - (a) the conditions under which the intervention shall take place during the last two months of the marketing year;
 - (b) the principles governing the disposal by intervention agencies of seeds bought-in by them;
 - (c) the principles governing payment of the intervention price by intervention agencies.

3. Detailed rules for implementing this Article, and in particular rules concerning the quality and size of the consignments offered, shall be adopted in accordance with the procedure laid down in Article 38."

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC)

fixing for the 1981/82, 1982/83 and 1983/84 marketing years the maximum production of colza and rape seed referred to in Article 22a of Regulation No 136/66/EEC and laying down certain provisions relating thereto

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation No 136/66/EEC of 22 September 1966 on the establishment of a common organization of the market in oils and fats (1), as last amended by Regulation (EEC) No /81 (2), and in particular paragraph 1 and the second subparagraph of paragraph 3 of Article 22a thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,
Having regard to the opinion of the European Parliament (3),
Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (4),

Whereas pursuant to Article 22a of Regulation No 136/66/EEC the maximum production of colza and rape seed to which the prices referred to in Article 22 shall apply is to be fixed for a given period; whereas, in accordance with the criteria referred to in Article 22a(2) of the abovementioned Regulation, the maximum production for the 1981/82, 1982/83 and 1983/84 marketing years should be fixed at the level specified below;

Whereas pursuant to Article 22a(3) of the abovementioned Regulation the target price and the intervention price are to be reduced if Community production during a marketing year exceeds the maximum determined for that marketing year; whereas the purpose of the co-responsibility system in the colza and rape seed sector can be achieved by fixing the amount of the reduction in prices for each percentage point by which the maximum is exceeded and the maximum amount of the reduction at the levels specified below,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

(1) OJ No 172, 30.9.1966, p. 3025/66
(2) OJ No L

(3) OJ No C
(4) OJ No C

Article 1

The maximum production of colza and rape seed referred to in Article 22a of Regulation No 136/66/EEC shall be fixed for the marketing years:

- 1981/82 at 2 200 000 t
- 1982/83 at 2 200 000 t
- 1983/84 at 2 200 000 t.

Article 2

For the 1981/82 marketing year the prices for colza and rape seed referred to in Article 22 of Regulation No 136/66/EEC shall be reduced by an amount equal to 0.01 ECU per 100 kg for each 0.1% by which actual production exceeds the maximum laid down.

However, the prices referred to above may not be reduced by more than 1.93 ECU per 100 kg.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

fixing for the 1981/82 marketing year the target prices and basic
intervention prices for colza and rape seed and sunflower seed

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation No 136/66/EEC of 22 September 1966 on
the common organization of the market in oils and fats (1), as last amended
by Regulation (EEC) No 3454/80 (2), and in particular the third
subparagraph of Article 22(1) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (3),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (4),

Whereas, when the target prices and basic intervention prices for colza and
rape seed and sunflower seed are fixed, account should be taken of the
objectives of the common agricultural policy and of the contribution which
the Community desires to make to the harmonious development of world
trade; whereas the objectives of the common agricultural policy are, in
particular, to ensure a fair standard of living for the agricultural
community, to ensure that supplies are available and that they reach
consumers at reasonable prices;

Whereas Article 2 of Regulation (EEC) No 1585/80 provides that the basic
intervention prices for the 1981/82 marketing year must be fixed at levels
that will permit a smooth transition to the intervention price system
applying from the 1982/83 marketing year;

(1) OJ No L 172, 30.9.1966, p. 3025/66

(2) OJ No L 360, 31.12.1980, P; 16

(3) OJ No C

(4) OJJ No C

Whereas application of these criteria entails fixing the target price and basic intervention price for colza and rape seed and for sunflower seed at a higher level than that adopted for the preceding marketing year;

Whereas the prices of colza and rape seed and sunflower seed must be fixed for specific standard qualities; whereas the latter should be laid down in relation to the average qualities of the seeds harvested in the Community; whereas, for colza and rape seed and sunflower seed, the quality laid down for the 1980/81 marketing year meets these requirements and can accordingly be used for the following marketing year,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the 1981/82 marketing year, the target prices and the basic intervention prices for colza and rape seed and sunflower seed shall be as follows:

	<u>ECU/100 kg</u>
(a) colza and rape seed:	
- target price	42.56
- basic intervention price	39.71
(b) sunflower seed:	
- target price	47.75
- basic intervention price	44.06

The basic intervention prices are valid in Genoa.

Article 2

The prices referred to in Article 1 relate to seeds in bulk, of sound, fair and marketable quality:

- (a) with an impurity content of 2% and, for seeds as such, humidity and oil contents of 9 and 40% respectively in the case of colza and rape seed;
- (b) with an impurity content of 2% and, for seeds as such, humidity and oil contents of 10 and 40% respectively in the case of sunflower seed.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

fixing, for the 1981/82 marketing year, the monthly increases in the target and intervention prices for colza and rape seed and sunflower seed

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 136/66/EEC of 22 September 1966 on the establishment of a common organization of the market in oils and fats (1), as last amended by Regulation (EEC) No 3454/80 (2), and in particular Article 25 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas, in accordance with Article 25 of Regulation No 136/66/EEC, the amount by which the target and intervention prices for colza and rape seed and sunflower seed are increased monthly from the beginning of the third month of the marketing year should be fixed for the 1981/82 marketing year, and the number of months during which such increases are to be applied should be determined; whereas such amount must be the same for both prices;

Whereas such increases must be the same for each month and be fixed by reference to average storage and interest charges recorded in the Community; whereas average storage charges should be determined on the basis of the cost of storing the seed in suitable premises and of the handling charges necessary to keep the seed in good condition; whereas interest charges may be calculated on the basis of the rate considered as normal for the production areas;

Whereas, taking into account the aforesaid requirements, the monthly increases for the 1981/82 marketing year should be fixed at a higher level than that for the preceding marketing year;

(1) OJ No 172, 30.9.1966, p. 3025/66

(2) OJ No L 360, 31.12.1980, p. 16

Whereas, for colza and rape seed the experience gained during the 1980/81 marketing year and harvest forecasts justify determining for the 1981/82 marketing year a number of monthly increases different from that laid down for the preceding marketing year,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

1. For the 1981/82 marketing year, the amount of the monthly increases in the target and intervention prices for colza and rape seed shall be 0.452 ECU per 100 kilograms.
2. These increases shall apply for eight months.

Article 2

1. For the 1981/82 marketing year, the amount of the monthly increases in the target and intervention prices for sunflower seed shall be 0.535 ECU per 100 kilograms.
2. These increases shall apply for five months.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council
The President

of

fixing the guide price for soya beans for the 1981/82 marketing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 1614/79 of 24 July 1979 laying down special measures for soya beans (1), and in particular Article 1(1) and (3) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (2),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),

Whereas, when the guide price for soya beans is fixed on an annual basis, account should be taken of the objectives of the common agricultural policy and of the contribution which the Community desires to make to the harmonious development of world trade; whereas the objectives of the common agricultural policy are, in particular, to ensure a fair standard of living for the agricultural community and to ensure that supplies are available and reach consumers at reasonable prices;

Whereas the second subparagraph of Article 1(1) of Regulation (EEC) No 1614/79 provides more specifically that this price shall be fixed at a level which is fair to producers, account being taken of the supply requirements of the Community; whereas, to this end, a balanced relationship should be maintained between this price and the price of other oil seeds;

(1) OJ No L 190, 28.7.1979, p. 8

(2) OJ No C

(3) OJ No C

Whereas in accordance with these criteria the guide price should be fixed at the level indicated below;

Whereas the guide price must be fixed for a standard quality to be determined by reference to the average quality of beans harvested in the Community; whereas the quality laid down for the 1980/81 marketing year meets this requirement and can accordingly be used for the following marketing year,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the 1981/82 marketing year, the guide price for soya beans shall be 46.26 ECU per 100 kilograms.

Article 2

The price referred to in Article 1 relates to beans:

- in bulk, of sound, genuine and merchantable quality, and
- with an impurity content of 2% and, for beans as such, humidity and oil contents of 14 and 18% respectively.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council
The President

of

fixing the minimum price for soya beans for the 1981/82 marketing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 1614/79 of 24 July 1979 laying down special measures in respect of soya beans (1), and in particular Article 2(4) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas Article 2(4) of Regulation (EEC) No 1616/79 provides that the Council shall each year fix a minimum price for soya beans; whereas the price is fixed so as to guarantee sales for bean producers at a price as close as possible to the guide price, taking into account market fluctuations and the cost of transporting the beans from the production areas to the processing areas;

Whereas, in order to achieve the abovementioned objective, this minimum price must be fixed for a standard quality and a well-defined marketing stage,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the 1981/82 marketing year, the minimum price for soya beans referred to in Article 2(4) of Regulation (EEC) No 1614/79 shall be 41.63 ECU per 100 kilograms.

Article 2

The price referred to in Article 1 shall apply to beans which meet the criteria referred to in Article 2 of Council Regulation (EEC) No /81 of 1981 fixing the guide price for soya beans for the 1981/82 marketing year (2).

The said price shall relate to goods ready for dispatch from the production areas.

(1) OJ No L 190, 28.7.1979, p. 8 (2) See page of this Official Journal

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council
The President

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC) No 81
of

fixing the guide price for linseed for the 1981/82 marketing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 569/76 of 15 March 1976 laying
down special measures for linseed (1), and in particular Article 1(1) and
(3) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (2),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),

Whereas, when the guide price for linseed is fixed on an annual basis,
account should be taken of the objectives of the common agricultural policy
and of the contribution which the Community desires to make to the
harmonious development of world trade; whereas the objectives of the
common agricultural policy are, in particular, to ensure a fair standard of
living for the agricultural community and to ensure that supplies are
available and reach consumers at reasonable prices;

Whereas the first subparagraph of Article 1(1) of Regulation (EEC)
No 569/76 provides more specifically that this price shall be fixed at a
level which is fair to producers, account being taken of the supply
requirements of the Community; whereas, to this end, a balanced
relationship should be maintained between this price and the price of other
oil seeds;

(1) OJ No L 67, 15.3.1976, p. 29

(2) OJ No C 97, 21.4.1980, p. 33

(3) OJ No C

Whereas in accordance with these criteria the guide price should be fixed at a higher level than that adopted for the preceding marketing year;

Whereas the guide price must be fixed for a standard quality to be determined by reference to the average quality of seeds harvested in the Community; whereas the quality laid down for the 1980/81 marketing year meets this requirement and can accordingly be used for the following marketing year,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the 1981/82 marketing year, the guide price for linseed shall be 46.40 ECU per 100 kilograms.

Article 2

The price referred to in Article 1 relates to seed:

- in bulk, of sound, genuine and merchantable quality, and
- with an impurity content of 2% and, for seeds as such, humidity and oil contents of 9 and 38% respectively.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council
The President

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81
of

fixing the guide price for castor seeds for the 1981/82 marketing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 2874/77 of 19 December 1977 laying down special measures in respect of castor seeds (1), and in particular Article 1(1) and (3) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (2),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),

Whereas subparagraph 1 of Article 1(1) of Regulation (EEC) No 2874/77 provides that a guide price for castor seeds falling within subheading 12.01 B of the Common Customs Tariff shall be fixed annually;

Whereas, when this price is fixed, account should be taken of the objectives of the common agricultural policy and of the contribution which the Community desires to make to the harmonious development of world trade; whereas the objectives of the common agricultural policy are in particular to ensure a fair standard of living for the agricultural community, and to ensure that supplies are available and reach consumers at reasonable prices;

Whereas the third subparagraph of Article 1(1) of Regulation (EEC) No 2874/77 provides more specifically that this price shall be fixed at a fair level for producers, having regard to the supply requirements of the Community; whereas, to this end, a balanced relationship should be maintained between this price and the price which may be obtained for substitute crops and, in particular, from other oil seeds;

(1) OJ No L 332, 24.12.1977, p. 1

(2) OJ No C 97, 21.4.1980, p. 33

(3) OJ No C

Whereas the guide price must be fixed for a standard quality to be determined taking into account the average quality of the seeds harvested in the Community; whereas the quality laid down for the 1981/82 marketing year meets this requirement and can accordingly be used for the following marketing year,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the 1981/82 marketing year, the guide price for castor seeds shall be 59.81 ECU per 100 kilograms.

Article 2

The price referred to in Article 1 shall relate to seeds:

- in bulk, of sound, genuine and merchantable quality, and
- with an impurity content of 2% and, for the seeds as such, humidity and oil contents of 14 and 45% respectively.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council
The President

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81
of

fixing the minimum price for castor seeds for the 1981/82 marketing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 2874/77 of 19 December 1977 laying down special measures in respect of castor seeds (1), and in particular Article 2(4) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas Article 2(4) of Regulation (EEC) No 2874/77 provides that the Council shall each year fix a minimum price for castor seeds; whereas that price must be fixed so as to guarantee sales for seed producers at a price as close as possible to the guide price, taking into account market fluctuations and the cost of transporting the seeds from the production areas to the processing areas;

Whereas, in order to achieve the abovementioned objective, this minimum price must be fixed for a standard quality and a well-defined marketing stage,

HAS ADOPTED THIS REGULATION, :

Article 1

For the 1981/82 marketing year, the minimum price for castor seeds referred to in Article 2(4) of Regulation (EEC) No 2874/77 shall be 56.96 ECU per 100 kilograms.

Article 2

The price referred to in Article 1 shall apply to seeds which meet the criteria referred to in Article 2 of Council Regulation (EEC) No /81 of 1981 fixing the guide price for castor seeds for the 1981/82 marketing year (2).

The said price shall relate to goods ready for dispatch from the production areas.

(1) OJ No L 332, 24.12.1977, p. 1

(2) See page of this O.J.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council
The President

COUNCIL REGULATION (EEC) No /81

of

fixing for the 1981/82 marketing year the activating price for aid for peas and field beans and the minimum price for these products

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 43 thereof;

Having regard to Council Regulation (EEC) No 1119/78 of 22 May 1978 laying down special measures for peas and field beans used in the feeding of animals (1), and in particular Article 1(1) and (4) and Article 2(2) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (2),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),

Whereas Article 1(2) of Regulation (EEC) No 1119/78 provides that an activating price for aid for peas and field beans must be fixed in relation to soya meal at a level which, while ensuring a fair income to producers, enables peas and field beans to compete normally with oilseed meals for use in animal feed;

Whereas this activating price for aid for peas and field beans must relate to a standard quality of soya meal which is representative of the average quality sold on the Community market;

Whereas Article 2 of the same Regulation provides for the fixing of a minimum price which, allowing for market fluctuations and for the cost of transport of the product from producer to processor, enables producers to obtain a fair return,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

(1) OJ No L 142, 30.5.1978, p. 8
(2) OJ No C
(3) OJ No C

Article 1

1. For the 1981/82 marketing year the activating price for aid for peas and field beans, as referred to in Article 1 of Regulation (EEC) No 1119/78, shall be 41.83 ECU per 100 kilograms.
2. This price shall relate to soya meal having:
 - a total raw protein content of 44%,
 - a humidity content of 11%.

Article 2

For the 1981/82 marketing year the minimum purchase price for peas and field beans shall be 24.47 ECU per 100 kilograms.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply with effect from 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council
The President

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81
of
fixing the flat-rate production aid and the guide price for
dried fodder for the 1981/82 marketing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 1117/78 of 22 May 1978 on the common organization of the market in dried fodder (1), as last amended by the Act of Accession of Greece, and in particular Article 3(3), 4(1) and (3) and 5(2) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (2),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),

Whereas Article 3 of Regulation (EEC) No 1117/78 stipulates that the level of the production aid for dried fodder must be such as to bring about an improvement in the Community's protein supplies;

Whereas under Article 4 of the same Regulation a guide price must be set for certain dried fodder products at a level which is fair to producers; whereas this price must be set for a standard quality representative of the average quality of dried fodder produced in the Community;

Whereas under Article 5(2) of Regulation (EEC) No 1117/78 the supplementary aid provided for in paragraph 1 of that Article must be equal to a percentage of the difference between the guide price and the average world market price for the products in question; whereas in view of the characteristics of the market in question the percentage should be set at 80% for the products referred to in Article 1(b), first indent, and (c) of Regulation (EEC) No 1117/78 and at 45% for the products referred to in Article 1(b), second indent, of that Regulation;

(1) OJ No L 142, 30.5.1978, p. 1

(2) OJ No C

(3) OJ No C

Whereas Article 104 of the Act established the criteria for fixing the flat-rate aid and guide price applicable in Greece,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the 1981/82 marketing year, the flat-rate production aid provided for in Article 3 of Regulation (EEC) No 1117/78 shall be:

(a) for the products referred to in Article 1(a) of the said Regulation:

- | | | |
|--------------------------------|-------|----------------|
| - for Greece, | 2.68 | ECU per tonne, |
| - for the other Member States, | 13.41 | ECU per tonne; |

(b) for the products referred to in Article 1(b) and (c) of the said Regulation:

- | | | |
|--------------------------------|------|----------------|
| - for Greece, | 1.41 | ECU per tonne, |
| - for the other Member States, | 7.03 | ECU per tonne; |

Article 2

For the 1981/82 marketing year, the guide price for the products referred to in Article 1(b), first indent, of Regulation (EEC) No 1117/78 shall be:

- | | | |
|--------------------------------|--------|----------------|
| - for Greece, | 140.93 | ECU per tonne, |
| - for the other Member States, | 148.08 | ECU per tonne; |

This price refers to a product with:

- a moisture content of 11%,
- a total gross protein content of 18% of the dry weight.

Article 3

For the 1981/82 marketing year the percentages to be used to calculate the supplementary aid referred to in Article 5 of Regulation (EEC) No 1117/78 shall be:

- 80% for the products referred to in Article 1(b), first indent, and (c) of Regulation (EEC) No 1117/78,
- 45% for the products referred to in Article 1(b), second indent.

Article 4

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply:

- as from 1 July 1981 as regards the products referred to in Article 1(a) of Regulation (EEC) No 1117/78;
- as from 1 April 1981 as regards the products referred to in Article 1(b) and (c) of that same Regulation.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

of

amending Regulation (EEC) No 1117/78 on the common organization
of the market in dried fodder

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Articles 42 and 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (1),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (2),

Whereas the Commission has submitted to the Council a proposal for a Regulation on the common organization of the market in potatoes, providing in particular for a system of aid for the dehydrated potatoes referred to in Article 1 of Council Regulation (EEC) No 1117/78 of 22 May 1978 on the common organization of the market in dried fodder (3), as last amended by Regulation (EEC) No 1370/80 (4); whereas it is envisaged that the draft Regulation will not enter into force on 1 July 1981; whereas in order not to jeopardize the continuity of the system of aid for dehydrated potatoes, the existing arrangements should be continued for the 1981/82 marketing year,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

In the third paragraph of Article 17 of Regulation (EEC) No 1117/78 the date "30 June 1981" is replaced by "30 June 1982".

(1) OJ No C

(2) OJ No C

(3) OJ No L 142, 30.5.1978, p. 1

(4) OJ No L 140, 5.6.1980, p. 32

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply with effect from 1 July 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

of
fixing the amounts of aid for fibre flax and hemp for the 1981/82
marketing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 1308/70 of 29 June 1970 on the
common organization of the market in flax and hemp (1), as last amended by
the Act of Accession of Greece, and in particular Article 4(3) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (2),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),

Whereas Article 4 of Regulation (EEC) No 1308/70 provides that the amount
of aid for flax grown mainly for fibre and for hemp grown in the Community
shall be fixed annually;

Whereas, in accordance with Article 4(2) of that Regulation, this amount
shall be fixed per hectare of area sown and harvested so as to ensure an
even balance between the volume of production required in the Community and
the amount that can be marketed; whereas, when it is fixed, account must
be taken of the price for flax and hemp fibres and seeds on the world
market, of the price for other competing natural products and of the guide
price for linseed;

Whereas Article 68 of the Act lays down the criteria for fixing the amount
of aid for fibre flax and for hemp in Greece;

(1) OJ No L 146, 4.7.1970, p. 1

(3) OJ No C

(2) OJ No C

Whereas application of the abovementioned criteria entails fixing the amount at the level mentioned below;

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the 1981/82 marketing year, the aid provided for in Article 4 of Regulation (EEC) No 1308/70 shall be:

(a) as regards flax:

- 59.30 ECU per hectare for Greece,
- 296.48 ECU per hectare for the other Member States;

(b) as regards hemp:

- 53.85 ECU per hectare for Greece,
- 296.26 ECU per hectare for the other Member States.

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81
of
on the financing of measures to encourage the use of flax fibres
for the 1981/82 marketing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 2511/80 of 30 September 1980 on measures to encourage the use of flax fibres for the 1980/81 and 1981/82 marketing years (1), and in particular Article 2(2) and (3) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas Regulation (EEC) No 2511/80 provides that Community measures to encourage the use of flax fibres should be taken for the 1980/81 and 1981/82 marketing years; whereas, under Article 2(3) of this Regulation, the estimated cost of these measures for the 1981/82 marketing year should be fixed; whereas the portion of the aid for fibre flax which is to be used to finance part of the cost of these measures for the 1981/82 marketing year may, if necessary, be increased in relation to the amount fixed for the preceding year; whereas in order to take into account the increase in the amount of aid for flax and the estimated cost of the measures envisaged, the amounts set out below should be adopted,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

(1) OJ No L 256, 1.10.1980, p. 61

Article 1

1. For the 1981/82 marketing year the following portions of the aid for fibre flax fixed by Regulation (EEC) No /81 (2) shall be set aside for financing the measures referred to in Article 1 of Regulation (EEC) No 2511/80:
 - For Greece: 2.97 ECU per hectare
 - for the other Member States: 14.82 ECU per hectare

2. The estimated cost of the measures referred to in Article 1 of Regulation (EEC) No 2511/80 amounts to 1,200,000 ECU for the 1981/82 marketing year.

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

of

fixing the amount of aid in respect of silkworms for the 1981/82
rearing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 845/72 of 24 April 1972 laying
down special measures to encourage silkworm rearing (1), and in particular
Article 2(3) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (2),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),

Whereas Article 2 of Regulation (EEC) No 845/72 provides that the amount of
aid for silkworms reared within the Community must be fixed each year in
such a way as to help ensure a fair income for silkworm rearers, taking
into account the state of the market in cocoons and raw silk, of
foreseeable trends on that market and of import policy;

Whereas Article 68 of the Act concerning the conditions of accession of the
Hellenic Republic and the adjustments of the Treaties (4) lays down the
criteria for fixing the amount of aid for silkworms in Greece;

Whereas application of the abovementioned criteria entails fixing the
amount of aid at the level mentioned below,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

(1) OJ No L 100, 27.4.1972, p. 1

(2) OJ No C

(3) OJ No C

(4) OJ No L 291, 19.11.1979, p. 17

68

Article 1

For the 1981/82 rearing year, the amount of aid in respect of silkworms as referred to in Article 2 of Regulation (EEC) No 845/72 shall be fixed per box of silkworms eggs used,

- for Greece, at 62.70 ECU,
- for the other Member States, at 78.33 ECU.

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply from 1 April 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

Proposal for a

COUNCIL REGULATION (EEC) No

of

fixing, for the period 16 December 1981 to 15 December 1982, the
guide prices for wine

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 337/79 of 5 February 1979 on
the common organization of the market in wine (1) as last amended by
Regulation (EEC) No (2) and in particular Article 2 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (3),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (4),

Whereas, when the guide prices for the various types of table wine are
fixed, account should be taken both of the objectives of the common
agricultural policy and of the contribution which the Community wishes to
make to the harmonious development of world trade; whereas the objectives
of the common agricultural policy are, in particular, to ensure a fair
standard of living for the agricultural community, to ensure that supplies
are available and that they reach consumers at reasonable prices;

Whereas, to that end, the prices valid for the period 16 December 1981 to
15 December 1982 should be fixed at higher levels than those adopted for
the preceding period, particularly in view of trends in production costs;

Whereas the guide prices must be fixed for each type of table wine
representative of Community production as defined in Council Regulation
(EEC) No 340/75 (5),

(1) OJ No L 54, 5.3.1979, p. 1

(2) OJ No L

(3) OJ No C

(4)

(5) OJ No L 54, 5.3.1979, p. 60

Whereas changes in the balance between production and consumption and in the market situation have not been the same for all table wines; whereas, to take account of these differential changes, the guide price for type A I table wines should be raised by less than the prices for other types of table wine;

Whereas, in accordance with the provisions of Articles 58 and 59 of the Act of Accession of Greece, guide prices must also be fixed for application in Greece,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Sole Article

For the period 16 December 1980 to 15 December 1981, the guide prices for table wines shall be :

<u>Type of wine</u>	<u>Guide price</u>	
	<u>In the Community as constituted before 1 January 1981</u>	<u>In Greece</u>
R I	2.95 ECU per % vol/hl	2.71 ECU per % vol/hl
R II	2.95 ECU per % vol/hl	2.71 ECU per % vol/hl
R III	45.97 ECU/hl	45.97 ECU/hl
A I	2.70 ECU per % vol/hl	2.70 ECU per % vol/hl
A II	61.26 ECU/hl	61.26 ECU/hl
A III	69.96 ECU/hl	69.96 ECU/hl

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

COUNCIL REGULATION (EEC) No

30

of

fixing certain prices and other amounts applicable in the fruit and vegetables sector for the 1981/82 marketing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 43 thereof,

Having regard to the Act of Accession of Greece, and in particular Article 72(1) thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 1035/72 of 18 May 1972 on the common organization of the market in fruit and vegetables (1), as last amended by Regulation (EEC) No (2), and in particular Article 16(1) thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 2511/69 of 9 December 1969 laying down special measures for improving the production and marketing of Community citrus fruit (3), as last amended by Regulation (EEC) No (4), and in particular Article 7(2) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the Opinion of the European Parliament (5),

Having regard to the Opinion of the Economic and Social Committee (6),

Whereas, pursuant to Article 16(1) of Regulation (EEC) No 1035/72, a basic price and a buying-in price are to be fixed for each marketing year for each of the products listed in Annex II to the said Regulation; whereas, in accordance with Article 1(3) of the above Regulation, the marketing years for the products in question are as follows:

- for cauliflowers, from 1 May to 30 April,
- for tomatoes, from 1 January to 31 December,
- for peaches, from 1 May to 31 October,
- for lemons, from 1 June to 31 May,
- for pears, from 1 June to 31 May,
- for table grapes, from 1 May to 30 April,
- for apples, from 1 July to 30 June,
- for mandarins, from 1 October to 15 May,
- for oranges, from 1 October to 15 July;

Whereas, however, pursuant to the third subparagraph of Article 16(1)

(1) OJ No L 118, 20.5.1972, p. 1

(2) OJ No L

(3) OJ No L 318, 18.12.1969, p. 1

(4) OJ No L

(5) OJ No C

(6)

of Regulation (EEC) No 1035/72, no basic price or buying-in price must be fixed for the slack marketing periods at the beginning and at the end of the marketing year;

Whereas, when the basic prices and buying-in prices for fruit and vegetables are fixed, account should be taken of the aims of the common agricultural policy and the contribution which the Community desires to make to the harmonious development of world trade; whereas the objectives of the common agricultural policy are, in particular, to ensure a fair standard of living for the agricultural community, to assure the availability of supplies and to ensure that supplies reach consumers at reasonable prices;

Whereas the basic prices must be fixed by reference to the trend in the average prices recorded during the three preceding years on the most representative producer markets within the Community for a product with defined commercial characteristics, such as variety or type, quality class, size and packaging; whereas the buying-in prices must be fixed by reference to the basic price in accordance with Article 16(3) of Regulation (EEC) No 1035/72;

Whereas, for cauliflowers and apples produced in Greece, Council Regulation (EEC) No /81 (7) provided for the application of common prices from 1 January 1971;

Whereas, for the other products whose marketing year was in progress at the time of the accession of Greece, Council Regulation (EEC) No /81 (8) fixed the basic and buying-in prices applicable in Greece for the part of the marketing year remaining after 1 January 1981, and whereas for the products whose marketing year was over at the time of accession, the same Regulation laid down the difference between the average producer prices in Greece and in the Community of Nine; whereas pursuant to Articles 59 and 74 of the Act of Accession the first move should be made towards alignment of Greek prices with the level of common prices;

(7)

(8)

of Regulation (EEC) No 1035/72, no basic price or buying-in price must be fixed for the slack marketing periods at the beginning and at the end of the marketing year;

Whereas, when the basic prices and buying-in prices for fruit and vegetables are fixed, account should be taken of the aims of the common agricultural policy and the contribution which the Community desires to make to the harmonious development of world trade; whereas the objectives of the common agricultural policy are in particular to ensure a fair standard of living for the agricultural community, and to ensure that supplies are available and reach consumers at reasonable prices;

Whereas, the basic prices must be fixed by reference to the trend in the average prices recorded during the three preceding years on the most representative producer markets within the Community for a product with defined commercial characteristics, such as variety or type, quality class, size and packaging; whereas the buying-in prices must be fixed by reference to the basic price in accordance with Article 16(2) of Regulation (EEC) No 1035/72;

Whereas, for cauliflowers and apples produced in Greece, Council Regulation (EEC) No /81 of provided for the application of common prices from 1 January 1971 (7);

Whereas, for the other products whose marketing year was in progress at the time of the accession of Greece, Council Regulation (EEC) No /81 of fixed the basic and buying-in prices applicable in Greece for the part of the marketing year remaining after 1 January 1981 (8), and whereas for the products whose marketing year was over at the time of accession, the same Regulation laid down the difference between the average producer prices in Greece and in the Community of Nine; whereas pursuant to Articles 59 and 74 of the Act of Accession the first move should be made towards alignment of Greek prices with the level of common prices;

(7)

(8)

Whereas the amount of the financial compensation for oranges, mandarins, clementines and lemons must be fixed in accordance with the criteria laid down in Article 7(2) of Regulation (EEC) No 2511/69; whereas, pursuant to Article 76 of the Act of Accession of Greece, such compensation is to be introduced in Greece according to the timetable laid down in Article 68(2)(b) of the Act,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

For the 1981/82 marketing year, the basic prices and the buying-in prices for fruit and vegetables, the periods during which they apply and the standard qualities to which they relate shall be as set out in Annex I.

Article 2

For the 1981/82 marketing year, the financial compensation for oranges, mandarins, clementines and lemons shall be as set out in Annex II.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council
The President

ANNEX 1

BASIC PRICES AND BUYING-IN PRICES

CAULIFLOWERS

For the period from 1 May 1981 to 30 April 1982

	Basic price ECU/100 kg net	Buying-in price ECU/100 kg net
May	17.24	7.52
June	20.54	8.91
July	17.75	7.64
August	17.75	7.64
September	19.52	8.28
October	20.41	8.65
November	16.48	7.13
December	16.48	7.13
January	16.48	7.13
February	15.08	6.50
March	16.09	6.38
April	16.34	7.13

These prices relate to the following packed products:

- cauliflowers 'with leaves' of Quality Class I, for the months of May, November, December, January, February, March and April.
- 'trimmed' cauliflowers of Quality Class I, for the months of June, July, August, September and October.

TOMATOES

For the period from 1 June to 30 November 1981

	Basic price ECU/100 kg net		Buying-in price ECU/100 kg net	
	<u>Greece</u>	<u>Other Member States</u>	<u>Greece</u>	<u>Other Member States</u>
June first 10 days	-	-	-	-
second 10 days	17.22	26.51	7.18	11.03
third 10 days	15.70	23.97	6.72	10.27
July	14.18	21.43	5.89	8.88
August	12.73	19.02	5.35	7.99
September	13.49	20.29	5.65	8.49
October	16.08	24.60	6.65	10.15
November	17.15	26.38	7.48	11.54

These prices relate to packed 'round' and 'ribbed' tomatoes of Quality Class I, size 57/67 mm.

PEACHES

(excluding nectarins)

For the period from 1 June to 30 September 1981

	Basic price ECU/100 kg net		Buying-in price ECU/100 kg net	
	<u>Greece</u>	<u>Other Member States</u>	<u>Greece</u>	<u>Other Member States</u>
June	28,51	40,21	17,40	24,52
July	26,99	37,92	16,65	23,39

These prices relate to the following packed products:

- peaches of the Fior di Maggio (May Flower) variety, Quality Class I, size 51/61 mm, for the month of June.
- peaches of the Amsden, Charles Ingouf and Sant'Anna varieties, Quality Class I, size 61/67 mm, for the month of July,
- peaches of the Red Haven and Fair Haven varieties Quality Class I, size 61/67 mm, for the month of August,
- peaches of the J.H. Hale variety, Quality Class I, size 61/67 mm for the month of September.

LEMONS

For the period from 1 June 1981 to 31 May 1982

	Basic price ECU/100 kg net		Buying-in price ECU/100 kg net	
	<u>Greece</u>	<u>Other Member States</u>	<u>Greece</u>	<u>Other Member States</u>
June	35,80	38,76	21,60	23,39
July	36,71	39,77	22,17	24,02
August	36,59	39,64	22,06	23,89
September	32,34	34,95	20,79	22,49
October	30,37	32,78	20,56	22,24
November	29,46n	31,77	17,79	19,19
December	28,89	31,14	17,57	18,94
January	29,80	32,15	18,03	19,45
February	28,66	30,89	17,46	18,82
March	29,92	32,28	18,03	19,45
April	31,42	33,93	18,95	20,46
May	32,21	34,81	19,41	20,97

These prices relate to packed lemons of Quality Class I, size 53/62 mm.

PEARS

(other than perry pears)

For the period 1 July 1980 to 30 April 1981

	Basic price ECU/100 kg net		Buying-in price ECU/100 kg net	
	Greece	Other Member States	Greece	Other Member States
July	30.10	24.58	15.38	12.61
August	27.45	22.68	14.84	12.22
September	25.85	21.53	13.97	11.60
October	27.27	22.55	13.97	11.60
November	27.81	22.94	14.32	11.85
December	28.33	23.31	14.84	12.22
January to April	28.68	23.56	15.20	12.48

These prices relate to the following packed products:

- (a) pears of the Dr Jules Guyot variety, Quality Class I, size 60 mm or more, for the month of July;
- (b) pears of the Dr Jules Guyot, Clapp's favourite and Bon chrétien Williams varieties, Quality Class I, size 60 mm or more, for the month of August;
- (c) pears of the Bon chrétien Williams and Conférence varieties, Quality Class I, size 60 mm or more for the months of September and October;
- (d) - pears of the Conférence and Alexandrine Douillard varieties, Quality Class I, size 60 mm or more, for the month of November,
- pears of the Passe-Crassane variety, Quality Class I, size 70 mm or more, for the month of November.
- (e) - pears of the Conférence variety, Quality Class I, size 60 mm or more, for the months December to April,
- pears of the Passe-Crassane variety, Quality Class I, size 70 mm or more, for the month December to April.

TABLE GRAPES

For the period 1 August to 31 October 1981

	Basic price ECU/100 kg net		Buying-in price ECU/100 kg net	
	Greece	Other Member States	Greece	Other Member States
August	31.20	30.04	20.26	19.44
September	26.86	26.24	16.35	16.01

These prices relate to packed table grapes of the Regina dei Vigneti, Regina (Mennavacca bianca) and Greek Rosaki (white, black) varieties, Quality Class I,

APPLES

(other than cider apples)

For the period 1 August 1981 to 31 May 1982

	Basic price ECU/100 kg net	Buying-in price ECU/100 kg net
August	22,54	11,48
September	22,54	11,48
October	22,54	11,60
November	23,25	12,03
December	25,64	13,14
January to June	28,04	14,24

These prices relate to the following packed products:

- (a) apples of the James Grieve variety, Quality Class I, size 70 mm or more, for the month of August;
- (b) - apples of the James Grieve and Golden Delicious varieties, Quality Class I, size 70 mm or more, for the month of September,
- apples of the Reine des reinettes variety, Quality Class I, size 65 mm or more, for the month of September;
- (c) apples of the Golden Delicious variety, Quality Class I, size 70 mm or more, for the months October to May.

MANDARINS

For the period 16 November 1981 to 28 February 1982

	Basic price ECU/100 kg net		Buying-in price ECU/100 kg net	
	<u>Greece</u>	<u>Other Member States</u>	<u>Greece</u>	<u>Other Member States</u>
16 to 30 November	33.16	39.11	21.84	25.77
December	32,86	38,73	21,43	25,26
January	32,45	38,23	20,81	24,50
February	31,10	36,57	20,40	23,99

These prices relate to packed mandarins of Quality Class I, size 54/64 mm.

SWEET ORANGES

For the period 1 December 1981 to 31 May 1982

	Basic price ECU/100 kg net		Buying-in price ECU/100 kg net	
	<u>Greece</u>	: <u>Other Member States</u>	<u>Greece</u>	: <u>Other Member States</u>
December	25.83	: 34.91	16.82	: 22.73
January	23.42	: 31.36	15.62	: 20.96
February	23.85	: 31.98	15.97	: 21.47
March	25.14	: 33.89	16.14	: 21.72
April and May	25.57	: 34.52	16.31	: 21.97

These prices relate to the following packed products:

- oranges of the Moro and Navel varieties, Quality Class I, size 67/80 mm, for the month of December;
- oranges of the Sanguinello and Navel varieties, Quality Class I, size 67/80 mm, for the months January to May.

NB: The prices quoted in this Annex do not include the cost of the packaging in which the product is presented.

ANNEX II

Amount of financial compensation

For the 1981/82 marketing year
(Greece) (Other Member States)

2,52	12,60	ECU per 100 kilograms net for oranges of the Moro, Tarocco, Ovale valabrese, Belladonna, Navel and Valencia late varieties,
2,16	10,81	ECU per 100 kilograms net for oranges of the Sanguinello variety,
1,42	7,12	ECU per 100 kilograms net for oranges of the Sanguigno and Biondo comune varieties,
2,16	10,81	ECU per 100 kilograms net for mandarins,
1,26	6,31	ECU per 100 kilograms net for clementines,
1,56	7,79	ECU per 100 kilograms net for lemons.

NB : Financial compensation is granted only in respect of products belonging to Quality Classes Extra and I.

COUNCIL REGULATION (EEC) No
of
amending Regulation (EEC) No 2511/69 in respect of lemons
and Regulation (EEC) No 1035/72 in respect of lemons
and preventive withdrawals of apples and pears

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the Opinion of the European Parliament (1),

Having regard to the Opinion of the Economic and Social Committee (2),

Whereas Article 6 of Council Regulation (EEC) No 2511/69 of 9 December 1969 laying down special measures for improving the production and marketing of Community citrus fruit (3), as last amended by Regulation (EEC) No 1367/80 (4), extended the granting of financial compensation for the marketing of lemons until the end of the 1980/81 marketing year;

Whereas these measures have encouraged the marketing of better quality products; whereas such a trend should be furthered by retaining these measures in the coming marketing year; whereas, therefore, when the reference price for lemons is calculated, account should not be taken of the transport costs as defined in Article 23 of Council Regulation (EEC) No 1035/72 of 18 May 1972 on the common organization of the market in fruit and vegetables (5), as last amended by Regulation (EEC) No 1367/80,

(1) OJ No

(2) OJ No

(3) OJ No L 318, 18.12.1969, p. 1

(4) OJ No L 140, 3.6.1980, p. 24

(5) OJ No L 118, 20.5.1972, p. 1

Whereas Article 15a of Regulation (EEC) No 1035/72 provides that preventive withdrawals may be authorized for apples and pears where the market situation gives reason to fear a collapse of the market and heavy withdrawals and where producer prices fall below certain levels; whereas experience in the last two marketing years shows that the effectiveness of these preventive withdrawals would be improved if the decision authorizing them could be taken solely on the basis of an examination of the market situation;

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

In the second paragraph of Article 6 of Regulation (EEC) No 2511/69 "1 June 1981" is replaced by "1 June 1982".

Article 2

Paragraph 1 of Article 15a of Regulation (EEC) No 1035/72 is amended as follows:

"As regards apples and pears, if examination of the market situation and particularly of the volume of production shows that a collapse of the market and of heavy withdrawals of one or both of the products concerned are likely, it may be decided, in accordance with the procedure laid down in Article 33, that the Member States may authorize producers' organizations to withdraw, during the first months of the marketing year, a proportion of the products which comply with the minimum specifications of the quality standards in force.

When a producers' organization makes use of this authorization, it shall grant to member producers compensation, calculated on the basis of the withdrawal price referred to in Article 15, in respect of the quantities of products withdrawn."

Article 3

In the first indent of the first subparagraph of Article 23(2) of Regulation (EEC) No 1035/72 "31 May 1981" is replaced by "31 May 1982".

Article 4

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply from 1 June 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

Proposal for
COUNCIL REGULATION No /81
of
amending Regulation (EEC) No 516/77 on the common organization
of the market in products processed from fruit and vegetables

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the Opinion of the European Parliament (1),

Whereas Article 3a of Council Regulation (EEC) No 516/77 (2)

, as last amended by (3),

introduced a system of production aid for certain processed products;
whereas, if the situation provided for in paragraph 5 of Article 3a arises,
it is possible to limit the grant of aid to a quantity determined on the
basis of average production in the three years preceding the marketing year
for which the aid is fixed;

Whereas experience has shown that the final figures to be used for
calculating average production over three years are sometimes not available
in time; whereas, in order to avoid the disadvantage of fixing a maximum
level on the basis of provisional data, provision should be made for the
maximum level to be fixed on the basis of the most recent reliable
production data available;

(1)

(2) OJ No L 73, 21.3.1977, p. 1

(3)

Whereas, for administrative reasons, this maximum level should be amended only where changes in the market demand for the product warrant such amendment;

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

Paragraph 5 of Article 3a of Regulation (EEC) No 516/77 is amended as follows:

"5. Where the Community production potential for a product referred to in Annex Ia is likely to cause a major imbalance between production and market demand, the Council, acting by a qualified majority on a proposal from the Commission, may decide to limit the granting of the production aid to a specific quantity. This quantity shall be fixed on the basis of average Community production in the most recent marketing years for which reliable figures are available. The quantity may be amended on the basis of changes in market demand for the product concerned."

Article 2

This Regulation shall enter into force on the third day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

7A

COUNCIL REGULATION (EEC) No /81

of

limiting the production aid granted in respect of
certain products processed from fruit and vegetables

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 516/77 of 14 March 1977 on the common organization of the market in products processed from fruit and vegetables (1), as last amended by Regulation (EEC) No (2), and in particular Article 3a(5) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas Article 3a of Regulation (EEC) No 516/77 introduced a system of production aid for certain products processed from fruit and vegetables; whereas in the event of the situation provided for in paragraph 5 of the said Article arising it is possible to limit the granting of production aid to a quantity determined on the basis of average Community production in the most recent years for which reliable data are available;

(1) OJ No L 73, 21.3.1977, p. 1

(2) OJ No L

Whereas there is a risk that this situation may arise for tomato-based products, peaches in syrup, William pears and cherries preserved in syrup, listed in Annex Ia to Regulation (EEC) No 516/77, and whereas the granting of production aid in respect of these products should therefore be limited during each marketing year to a quantity calculated in accordance with the criteria defined above;

Whereas, for the main tomato-based products, production characteristics are such that the quantity units should be expressed in terms of fresh products,
HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

From the 1981/82 marketing year, the granting of production aid shall be limited during each marketing year to the following quantities:

- a quantity of tomato concentrate falling within subheading ex 20.02 C of the Common Customs Tariff corresponding to 2 400 000 tonnes of fresh tomatoes;
- a quantity of whole peeled tomatoes falling within subheading ex 20.02 C of the Common Customs Tariff corresponding to 1 050 000 tonnes of fresh tomatoes;
- 44 000 tonnes for peeled tomatoes, other than whole, falling within subheading ex 20.02 C of the Common Customs Tariff;
- 86 000 tonnes for tomato juice falling within subheading ex 20.02 C of the Common Customs Tariff;
- 62 000 tonnes for tomato juice falling within heading ex 20.07 of the Common Customs Tariff;
- 9 500 tonnes for frozen peeled tomatoes falling within subheading ex 07.02 B of the Common Customs Tariff;
- 400 tonnes for tomato flakes falling within subheading ex 07.04 B of the Common Customs Tariff;
- 289 000 tonnes for peaches in syrup falling within subheading ex 20.06 B of the Common Customs Tariff;
- 74 100 tonnes for William pears preserved in syrup falling within subheading ex 20.06 B of the Common Customs Tariff;
- 26 850 tonnes for Bigarreau cherries and other sweet cherries preserved in syrup falling within subheading ex 20.06 B of the Common Customs Tariff;
- 53 140 tonnes for Morello cherries preserved in syrup falling within subheading ex 20.06 B of the Common Customs Tariff.

These quantities include immediate packings where they refer to processed products.

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply from:

- 1 July 1981 for tomato-based products and for peaches in syrup;
- 15 July 1981 for William pears in syrup;
- 12 May 1981 for Bigarreau cherries and other sweet cherries preserved in syrup;
- 20 May 1981 for Morello cherries preserved in syrup.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81
of
amending Regulation (EEC) No 727/70 on the
common organization of the market in raw tobacco

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the Opinion of the European Parliament (1),

Having regard to the Opinion of the Economic and Social Committee (2),

Whereas the second subparagraph of Article 2(2) of Council Regulation (EEC) No 727/70 (3), as last amended by the Act of Accession of Greece, lays down that the intervention price for leaf tobacco is to be fixed at 90% of the corresponding norm price;

Whereas, although the policy of favouring contract-growing has been reinforced and the measures provided for in Article 13 of Regulation (EEC) No 727/70 for the control of the market have several times been put into effect, the Community tobacco market is characterized by structural surpluses due to an imbalance between Community production and demand;

Whereas, with a view to progressively re-establishing a better correlation between tobacco production and market requirements and reducing the heavy Community expenditure caused by the present situation, and in particular

(1)

(2)

(3) OJ L 94, 28.4.1970, p. 1

by the large surpluses, the minimum price at which producers may sell their tobacco should be redefined by means of a reduction in the guarantee for unsold quantities of tobacco; whereas the most suitable way of doing this is to reduce the intervention price from 90% of the norm price to 85% thereof,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

The second subparagraph of Article 2(2) of Regulation (EEC) No 727/70 is amended to read:

"The intervention price shall be fixed at 85% of the corresponding norm price".

Article 2

This Regulation shall enter into force on the third day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply for the first time to leaf tobacco of the 1981 harvest.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81

of

laying down special measures for certain varieties of raw tobacco
from the 1981, 1982 and 1983 harvests

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 727/70 of 21 April 1970 establishing a common organization of the market in raw tobacco (1), as last amended by Regulation (EEC) No /81 (2) and in particular the second subparagraph of Article 13(8) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the Opinion of the European Parliament,⁽³⁾

Having regard to the Opinion of the Economic and Social Committee,⁽⁴⁾

Whereas the Commission report provided for in Article 13(1) of Regulation (EEC) No 727/70 discloses a significant increase in the quantities of Kentucky tobacco taken into intervention from the harvests of 1978 and 1979; whereas those quantities greatly exceeded the quantities and the percentage of production laid down by Regulation (EEC) No 1469/70 of the Council (5), as last amended by Regulation (EEC) No /81 (6), which constitute the threshold for the initiation of the procedures laid down in Article 13 of Regulation (EEC) No 727/70;

(1) OJ No L 94, 28.4.1970, p. 1

(2) OJ No

(3)

(4)

(5) OJ No L 164, 27.7.1970, p. 35

(6) OJ No L

Whereas the same report shows that despite the application of the specific measures adopted by Council Regulation (EEC) No 1557/79(7) the quantities of Erzegovina and Perustitza tobacco taken into intervention from the 1978 and 1979 harvests were still greatly in excess of the abovementioned quantities and percentage;

Whereas the market for Xanti-Yakà tobacco is still marked by an imbalance which was attributed in 1979 to exceptional and not structural difficulties; whereas the persistence of these difficulties suggests a different assessment, warranting the application of the same treatment as that given to Perustitza and Erzegovina tobacco, to that variety, which also complies with the conditions referred to in Article 13(1) of Regulation (EEC) No 727/70; Whereas the available figures for the 1980 harvest indicate that the imbalance is becoming worse for the varieties mentioned in the Commission report;

Whereas it is now necessary to have recourse to the specific measures provided for in Article 13(1) of Regulation (EEC) No 727/70, namely a reduction in the intervention price and a limit on intervention buying for part of all qualities of the varieties in question;

Whereas, if market equilibrium is to be restored these measures should be applied to several consecutive harvests;

Whereas the measures provided for will yield a reduction in intervention expenditure and will allow a compensatory increase in the premium; whereas the producers will therefore be able to obtain the normal price for the quantities which may be sold on the market in the normal way, thus improving their earnings; whereas a proposal for an aid programme in this sector would therefore not be justified,

(7) OJ No L 188, 26.7.1979

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the 1981, 1982 and 1983 harvests, the intervention prices for tobacco of the Kentucky, Xanti-Yakà, Perustitza and Erzegovina varieties shall be reduced from 85% to 80% of the corresponding norm prices.

Article 2

For the 1981, 1982 and 1983 harvests the quantities of all qualities of Kentucky, Xanti-Yakà, Perustitza, Erzegovina and similar varieties of tobacco eligible for intervention shall be limited as follows:

- (a) for the Kentucky variety, 80%, 60% and 40% of the average quantities of this variety taken over by the intervention agencies from the 1978, 1979 and 1980 harvests respectively;
- (b) for the Xanti-Yakà, Perustitza, Erzegovina and similar varieties, 75%, 55% and 32% of the average quantities of each of these varieties taken over by the intervention agencies from the 1978, 1979 and 1980 harvests respectively.

Article 3

Detailed implementing rules, in particular the rules on reduction applicable to all sellers of tobacco to intervention agencies, shall be adopted in accordance with the procedure laid down in Article 17 of Regulation (EEC) No 727/70.

Article 4

This Regulation shall enter into force on the third day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

Article 13(1) of the basic regulation on tobacco (Reg. No 727/70 of 21 April 1970) provides that where, for a variety or a group of varieties, the quantities taken over by the intervention agencies exceed, for a particular crop, a stated percentage of the production, and in any case a stated quantity, the Commission must submit a report to the Council. This report, which is being presented to the Council together with the 1981 price proposals indicates the probable reasons for the crisis affecting Oriental tobacco (Xanti, Perustitza, Erzegovina) and the Kentucky variety, namely:

- the imbalance between supply and demand on the world market;
- the expansion of production resulting from considerable increases in unit yields;
- the fall in the quality of Community-grown Oriental tobacco, as a result of genetic deterioration of the seed used and the adoption of irrational cultivation techniques.

All these factors have reinforced the trend towards the formation of very substantial intervention stocks.

I. ORIENTAL VARIETIES

1. In September 1978 the Commission presented to the Council a report on the crisis affecting Oriental tobacco. Following this report, the Council adopted certain measures (Reg. No. 1557/79 of 24 July 1979) to improve the market for the Perustitza and Erzegovina varieties only; Xanti was excluded, since the difficulties affecting this variety were considered not to be of a structural nature. The measures taken by the Council consisted in the lowering of the intervention price from 90 to 80% (of the norm price) for the 1979 and 1980 harvests. These measures have proved insufficient. The quantities of the Oriental varieties offered to the intervention agencies have increased, with a further decline in sales of Xanti, thus confounding optimistic forecasts that the situation could be retrieved by normal management of the market.

The total quantities of Oriental tobacco offered to the intervention agencies have been as follows:

1978	6 000 t (baled tobacco) = 6 894 t of leaf tobacco
1979	11 000 t (baled tobacco) = 12 639 t of leaf tobacco
1980 (prov.)	5 500 t (baled tobacco) = 6 320 t of leaf tobacco

2. The conclusion to be drawn is that, for two successive crops, both the ceilings fixed by the Council (Regulation No (EEC) 1469/70) have been exceeded: both the maximum of 20% of production and the absolute quantity of 4.000 tonnes.

It follows that, if production is to be steered in the desired direction, one or more of the specific measures provided for in Article 13(4) of Regulation No 727/70 should be introduced:

- lowering of the intervention price level;
- limitation of the quantities eligible for intervention.

This being the case, the Commission advocates the adoption of specific measures to reduce the intervention price and limit the quantities eligible for intervention. To achieve their purpose, these measures would have to apply to three successive crops (1981-82-83), in view of the particular nature of the production and processing structures (small-scale growers and large numbers of processing establishments) and the regions concerned (Italian Mezzogiorno).

4. The reduction in the annual quantities of baled tobacco for which intervention is guaranteed (estimated at some 1 700 t, which is equivalent to 1 950 t of leaf tobacco) should have the automatic effect of reducing the volume of production by an equivalent amount, given the state of the market (the quantities marketed have stabilised at approximately 16 000 t).

The Commission has therefore examined (Article 13(7)) the consequences which the measures now proposed to the Council would have for employment and the producers' standard of living. The proposed measures are expected to have little or no effect on either. The Commission intends to reallocate as premiums the annual expenditure (approximately 4.5 million ECU) which would otherwise have been incurred through intervention buying of 1 950 t. Compensation will be related to the value of the reduced crop, calculated at the intervention price, which is now in fact the same as the market price which growers obtain, in view of the present state of the market.

The increase in the premium should enable buyers to pay growers the norm price (+ 11% of the intervention price) for the remainder of the marketed crop (16 000 t = 18 000 t of leaf tobacco). The average intervention price (2.150 ECU/kg) plus 11% comes to approximately 2.38 ECU/kg, which means an extra 4.4 million ECU overall for the 18 000 t of tobacco marketed.

II. KENTUCKY

The quantities offered for intervention have been as follows:

1978 2 400 t (baled tobacco) = 2 726 t of leaf tobacco

1979 2 500 t (baled tobacco) = 2 840 t of leaf tobacco

1980 2 100 t (baled tobacco) = 2 385 t of leaf tobacco

Thus, both the percentage and the quantities fixed by the Council have been exceeded (Regulation No 1469/70).

The reasons for the measures to be applied in respect of this variety, and the measures themselves, are the same as those outlined above in connection with the Oriental varieties (cf. I.3 and I.4).

In short, the annual expenditure (some 1.0 million ECU) which would have been incurred through the intervention buying of approximately 530 t of leaf tobacco will be transferred to the premium. The latter will make production more competitive, ensuring that the grower will obtain a price very close to the norm price instead of a market price which is in fact the same as the intervention price.

Methods and estimatesA. ORIENTAL VARIETIES

	(tonnes of baled tobacco)			
	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980 (prov.)</u>	<u>Average</u>
Production	21,766	27,176	21,758	23,600
Quantity marketed	15,801	16,176	16,258	16,000
Intervention	5,965	11,000	5,500	7,500

Aim: to limit the quantities from the 1983 crop offered for intervention to 2 400 t, i.e. 15% of the production marketed normally from the three reference crops.

7 500 - 2 400 = 5 100 reduction in 3 years (1 700 t per year)

Quantities accepted for intervention

1981 = 75% of the average quantity accepted in 1978-79-80

1982 = 55% of the average quantity accepted in 1978-79-80

1983 = 32% of the average quantity accepted in 1978-79-80

This will mean rates of reduction to be applied at each undertaking in accordance with rules to be adopted by the Management Committee procedure.

Compensatory measures

The annual expenditure which would have been incurred through intervention in respect of 1 700 t (= approximately 1 950 t of leaf tobacco) will be transferred to the premium.

Estimated intervention expenditure (on 1 950 t), broken down by variety

Xanti	20% = 390 t x interv. price 2.756 ECU/kg = 1.1 million ECU
Perustitza	30% = 585 t x interv. price 2.320 ECU/kg = 1.4 million ECU
Erzegovina	50% = 975 t x interv. price 2.030 ECU/kg = <u>2.0 million ECU</u>
Total	4.5 million ECU

4.5 million ECU: 18 000 t (marketed prod.) = 0.250 ECU/kg

B. KENTUCKY

	(tonnes of baled tobacco)			
	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980 (prov.)</u>	<u>Average</u>
Production	7,810	9,175	8,363	8,400
Quantity marketed	5,412	6,675	6,263	6,100
Intervention	2,398	2,500	2,100	2,300

Aim: to limit the quantities from the 1983 crop offered for intervention to 900 t, i.e. 15% of the production marketed normally from the three reference crops.

2 300 - 900 = 1 400 t reduction in 3 years (470 t per year)

Quantities accepted for intervention

1981 = 80% of the quantities accepted in 1978-79-80

1982 = 60% of the quantities accepted in 1978-79-80

1983 = 40% of the quantities accepted in 1978-79-80

This will mean rates of reduction to be applied at each undertaking in accordance with rules to be adopted by the Management Committee procedure.

Compensatory measures

The annual expenditure which would have been incurred through intervention in respect of 470 t (= approximately 530 t of leaf tobacco) will be transferred to the premium.

530 t x intervention price 2.024 ECU/kg = 1.1 million ECU

1.1 million ECU: 6 900 t (marketed production) = 0.155 ECU/kg.

proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81
of
fixing the amounts of aid granted for seeds for the
1982/83 and 1983/84 marketing years

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 2358/71 of 26 October 1971 on
the common organization of the market in seeds (1), as last amended by the
Act of Accession of Greece, and in particular Article 3(3) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the Opinion of the European Parliament (2),

Having regard to the Opinion of the Economic and Social Committee (3),

Whereas the present situation on the Community
market for seeds listed in the Annex to Regulation (EEC) No 2358/71 and
which will be marketed during the 1982/83 and 1983/84 marketing years and its
foreseeable development do not ensure a fair income for producers; whereas
part of the production costs should therefore be offset by the granting of aid;

Whereas Article 3(2) of Regulation (EEC) No 2358/71 provides that, the
aid shall be fixed, taking into account, on the one hand, the need to
ensure a balance between the volume of production required in the Community
and the possible outlets for that production and, on the other hand,
the prices of the products concerned on the external markets;

(1) OJ No L 246, 5.11.1971; p. 1

(2)

(3)

Whereas the amounts of aid for seeds applicable in Greece in respect of the 1980/81 and 1981/82 marketing years were fixed by Council Regulation (EEC) No /81 (4) ; whereas, on that basis and pursuant to the criteria set out in Article 68 of the Act of Accession of Greece, the amounts of aid applicable in Greece in respect of the 1982/83 and 1983/84 marketing years should be fixed at the levels set out in the Annex to this Regulation,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Sole Article

The amounts of the aid granted for seeds referred to in Article 3 of Regulation (EEC) No 2358/71 shall be as set out in the Annex hereto.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

(4) OJ No L

Annex
1982/83 and 1983/84 marketing year.

101

CCT Heading No	Description	Amount of aid		
		EEC of Nine	GREECE	
			1982/3	1983/4
10.06 A	1. CERES Oryza sativa L	13.3	3.3	4.4
ex 12.01 C	2. OLEAGINEAE Linum usitatissimum L. (textile flax)	19.6	4.9	6.5
	Linum usitatissimum L. (linseed)	15.5	3.9	5.2
	Cannabis sativa L. (monoica)	14.2	3.6	4.7
ex 12.03 C	3. GRAMINEAE Arrhenatherum elatius (L.) Beauv. ex. J. and C. Presl.	46.6	11.7	15.5
	Dactylis glomerata L.	37.8	9.5	12.6
	Festuca arundinacea Schreb.	40.9	10.2	13.6
	Festuca ovina L.	29.7	7.4	9.9
	Festuca pratensis Huds.	29.7	7.4	9.9
	Festuca rubra L.	25.6	6.6	8.5
	Lolium multiflorum Lam.	14.6	3.7	4.9
	Lolium perenne L.			
	- of high persistence, late or medium late	24.3	6.1	8.1
	- new varieties and others	18.9	4.7	6.3
	- of low persistence, medium late, medium early or early	13.3	3.3	4.4
	Lolium x hybridum Hausskn.	14.6	3.7	4.9
	Phleum pratense L.	63.6	15.9	21.2
	Poa nemoralis L.	27.0	6.8	9.0
	Poa pratensis L.	27.0	6.8	9.0
	Poa trivialis L.	27.0	6.8	9.0
ex 07.05 A I	4. LEGUMINOSAE Pisum sativum L.(partim) (field pea)	5.4	5.4	5.4
ex 07.05 A III	Vicia faba L. (partim) (field beans)	6.7	1.7	2.2
ex 12.03 C	Medicago sativa L. (ecotypes)	13.5	3.4	4.5
	Medicago sativa L. (varieties)	24.3	6.1	8.1
	Trifolium pratense L.	35.1	8.8	11.7
	Trifolium repens L.	47.0	11.8	15.7
	Trifolium repens L.var.giganteum	47.0	11.8	15.7
	Vicia sativa L.	21.6	14.3	16.5

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81

of

fixing the target price for milk and the intervention prices for butter,
skimmed-milk powder and Grana Padano and Parmigiano Reggiano cheeses for
the 1981/82 milk year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 804/68 of 27 June 1968 on the
common organization of the market in milk and milk products (1), as last
amended by the Act of Accession of Greece , and in particular
Articles 3(4) and 5(1) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (2),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),

Whereas, when fixing the common agricultural prices, account should be
taken of the objectives of the common agricultural policy and of the
contribution which the Community desires to make to the harmonious
development of world trade; whereas the objectives of the common
agricultural policy are in particular to secure a fair standard of living
for the agricultural community and to ensure that supplies are available
and that they reach the consumers at reasonable prices;

(1) OJ No L 148, 28.6.1968, p. 13

(2) OJ No C

(3) OJ No C

Whereas the target price for milk should bear a balanced relationship to the prices for other agricultural products and in particular to the prices for beef and veal, and be consistent with the proposed orientation of cattle farming; whereas it is also necessary, in fixing that price, to take account of the Community's efforts to establish a long term balance between supply and demand on the milk market, allowing for external trade in milk and milk products;

Whereas the intervention prices for butter and for skimmed-milk powder are designed to contribute to the achievement of the target price for milk; whereas it is necessary to determine price levels in the light of the overall supply and demand situation on the Community market in milk and the opportunities for disposal of butter and skimmed-milk powder on the Community and world markets;

Whereas the intervention prices for Grada Padano and Parmigiano Reggiano cheeses must be fixed in accordance with the criteria laid down in Article 5(2) of Regulation (EEC) No 804/68;

Whereas the market situation makes it necessary to increase the target price for milk in two stages, which implies that the intervention prices also be increased by stages;

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the 1981/82 milk year, the target price for milk and the intervention prices for milk products shall be as follows:

	(ECU/100 kg)	
	<u>from 1.4.1981</u>	<u>from 16.9.1981</u>
(a) target price for milk	23,60	24,04
(b) intervention price:		
butter	309,10	314,46
skimmed-milk powder	128,80	130,87
Grana Padano cheese:		
- of an age of between 30 to 60 days	306,99	311,76
- of an age of at least six months	370,84	375,89
Parmigiano Reggiano cheese of an age of at least six months	403,58	408,63

Article 2

This Regulation shall enter into force on 1 April 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81
of
fixing the threshold prices for certain milk products
for the 1981/82 milk year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 804/68 (1) of 27 June 1968 on
the common organization of the market in milk and milk products, as last
amended by the Act of Accession of Greece , and in particular Article 4
thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas threshold prices should be fixed so that, taking account of the
protection required for the Community processing industry, the prices of
imported milk products correspond to the level of the target price for
milk; whereas, consequently, the threshold price should be fixed on the
basis of the target price for milk, taking into account the relationship
which should be established between the value of milkfat and that of
skimmed milk, as well as the standardized costs and yields for each of the
milk products in question; whereas a fixed amount should be included to
ensure adequate protection of the Community processing industry,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

(1) OJ No L 148. 28.6.1968, p. 13

Article 1

1. The threshold prices for the 1981/82 milk year shall be as follows:

<u>Pilot product</u> <u>of the group</u> <u>of products</u>	<u>1.4.1981</u>	<u>16.9.1981</u>
1	41,36	41,61
2	148,10	149,97
3	228,32	231,84
4	89,23	90,18
5	116,14	117,28
6	339,98	346,18
7	336,78	342,94
8	271,22	275,21
9	442,49	447,93
10	300,35	305,04
11	268,88	273,06
12	82,52	82,87

2. The pilot products referred to in paragraph 1 are those described in Annex 1 to Council Regulation (EEC) No 2915/79 (3) of 18 December 1979 determining the groups of products and the special provisions for calculating levies on milk and milk products, as last amended by Regulation (EEC) No /81 (4).

Article 2

This Regulation shall enter into force on 1 April 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

(3) OJ No L 329, 19.11.1979, p. 17

(4) OJ No L

COUNCIL REGULATION (EEC) No /81

of

amending Regulation (EEC) No 2915/79 in respect of the conditions of entry for certain kinds of cheese falling within certain tariff headings, and amending Regulation (EEC) No 950/68 on the
Common Customs Tariff

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Regulation (EEC) No 804/68 of the Council of 27 June 1968 on the common organization of the market in milk and milk products (1), as last amended by the Act of Accession of Greece, and in particular Article 14(6) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas Annex II to Council Regulation (EEC) No 2915/79 of 18 December 1979 determining the groups of products and the special provisions for calculating levies on milk and milk products (2), as last amended by Regulation (EEC) No /81 (3), lays down certain conditions for the entry into the Community of Emmentaler, Gruyère, Sbrinz, Bergkäse and Appenzeller cheeses falling within subheading 04.04 A I, of the Common Customs Tariff of Cheddar cheese falling within subheading 04.04. E I b) 1 and of other cheeses intended for processing and falling within subheading 04.04 E I b) 5 aa) appearing in Annex II to Regulation (EEC) No 2915/79; whereas those conditions include the free-at-frontier values as bound under GATT; whereas the said values should be adjusted to the target price for milk and the threshold price for group 10 in the Community as fixed for two periods in the 1981/82 milk year;

(1) OJ No L 148, 28.6.1968 p. 13

(2) OJ No L 329, 24.12.1979, p. 1

(3) OJ No L

Whereas, as regards subheading 04.04 A I of the Common Customs Tariff, following the new agreement with Switzerland the description of the goods should be adjusted by the addition of two other cheeses and by amending the definition of "pieces" of the cheeses in question; whereas it has also been agreed with Switzerland that the free-at-frontier value of processed cheeses falling within subheading 04.04 D I of the Common Customs Tariff should be raised;

Whereas the minimum import prices listed in Article 11 of Regulation (EEC) No 2915/79 for Tilsit, Butterkäse, Kashkaval and cheese of sheep's milk or buffalo milk should also be adjusted to take account of world price trends;

Whereas the tariff nomenclature resulting from the application of Regulation (EEC) No 2915/79 is contained in the Common Customs Tariff,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

Article 11 of Regulation (EEC) No 2915/79 is amended as follows:

1. Article 11 is replaced by the following:

"When it is observed that the price on importation into the Community from non-member countries of products falling within Group 11, originating in and coming from those non-member countries, is not less than:

- 201.34 ECU per 100 kilograms, in the case of products falling within subheading 04.04 E I b) 2,
or
- 213.43 ECU per 100 kilograms, in the case of products falling within subheading 04.04 E I b) 3,
or
- 195.30 ECU per 100 kilograms, in the case of products falling within subheading 04.04 E I b) 4,

the levy applicable per 100 kilograms shall be equal:

1. if the product falls within subheading 04.04 E I b) 2 aa), to the threshold price less 201.34 ECU;
2. if the product falls within subheading 04.04 E I b) 3 or subheading 04.04 E I b) 4, to the threshold price less 213.43 ECU;
3. if the product falls within subheading 04.04 E I b) 2 bb), to the sum of the following components:
 - (a) a component equal to the levy calculated in accordance with point 1;
 - (b) a component equal to 24.18 ECU."

2. Annex II is amended as follows:

1. The descriptions of goods falling within subheadings 04.04 A, 04.04 D I, 04.04 E I b) 1 and 04.04 E I b) 5 (aa) are replaced:
 - with effect from 1 April 1981, by those set out in Annex I to this Regulation,
 - with effect from 16 September 1981, by those set out in Annex II to this Regulation.
2. The following two indents are added to Note 4(a):
 - "- Vacherin fribourgeois: not less than 6 kg but not more than 10 kg inclusive,
 - Tête de moine: not less than 0.700 kg but not more than 4 kg inclusive,"

Article 2

1. The Common Customs Tariff annexed to Regulation (EEC) No 950/68 is amended as follows:

- (a) with effect from 1 April 1981:
 - as shown in Annex III,
 - by replacement of "208.53 ECU" in note (b) relating to subheading 04.04 E I b) 1 by "232.76 ECU", and

110

- by replacement of "184.35 ECU" in note (c) relating to subheading 04.04 E I b) 1 by "208.58 ECU";

(b) with effect from 16 September 1981:

- as shown in Annex IV,
- by replacement of "232.76 ECU" in note (b) relating to subheading 04.04 E I b) 1 by "237.45 ECU" and
- by replacement of "208.58 ECU" in note (c) relating to subheading 04.04 E I B) 1 by "213.27 ECU".

2.. Subheading 04.04 A of the Common Customs Tariff Annex is amended as shown in Annex V with effect from 1 April 1981.

Article 3

This Regulation shall enter into force on 1 April 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

ANNEX I

111

(applicable with effect from 1 April 1981)

Heading No :	Description
04.04	Cheese and curd:
	A. Emmentaler, Gruyère, Sbrinz, Bergkäse, Appenzell, Vacherin fribourgeois and Tête de moine, not grated or powdered:
	I. Of a minimum fat content of 45% by weight, in the dry matter, matured for at least two months in the case of Vacherin fribourgeois and at least three months in the case of the others (2):
	a) Whole cheeses (4) of a free-at-frontier value (5) per 100 kg net weight of:
	1. 303.53 ECU or more, but less than 327.71 ECU
	2. 327.71 ECU or more
	b) Pieces packed in vacuum or in inert gas
	1. With rind on at least one side, of a net weight of not less than 1 kg and of a free-at-frontier value (5) per 100 kg net weight:
	aa) of not less than 327,71 ECU but less than 351.89 ECU
	bb) of not less than 351.89 ECU
	2. Other, of a net weight less than 450 g and of a free-at-frontier value (5) of not less than 385.74 ECU per 100 kg net weight
	II. Other
	B. (Unchanged)
	C. (Unchanged)
	D. Processed cheese, not grated or powdered:
	I. In the blending of which only Emmentaler, Gruyère and Appenzell have been used and which may contain, as an addition, Glarus herb cheese (known as Schabziger), put up for retail sale, of a free-at-frontier value (5) of not less than 218 ECU per 100 kg net weight and a fat content, by weight, in the dry matter, not exceeding 56% (2)
	II. (Unchanged)
	E. Other:
	I. Not grated or powdered, of a fat content by weight, not exceeding 40% and a water content, calculated by weight of the non-fatty matter:
	a) Not exceeding 47%

ANNEX I (continued)

Heading No	Description
04.04 (contd)	b) Exceeding 47% but not exceeding 72%:
	1. Cheddar:
	aa) Cheddar made from unpasteurized milk, of a minimum fat content of 50% by weight, in the dry matter, matured for at least nine months (2):
	(11) Whole cheeses (4) of a free-at-frontier value (5) of not less than 238.80 ECU per 100 kg net weight (8)
	(22) Other, of a net weight: (aaa) Of not less than 500 g and of a free-at-frontier value (5) of not less than 256.94 ECU per 100 kg net weight (8)
	(bbb) Of less than 500 g (6) and of a free-at-frontier value (5) of not less than 269.03 ECU per 100 kg net weight (8)
	bb) Whole Cheddar cheeses (4), of a minimum fat content of 50% by weight, in the dry matter, matured for at least three months and of a free-at-frontier value (5) of at least 232.76 ECU per 100 kg net (2) (8)
	cc) Cheddar intended for processing (9), of a free-at-frontier value (5) of not less than 208.58 ECU per 100 kg net weight (2) (8)
	dd) Other
	2. (Unchanged)
	3. (Unchanged)
	4. (Unchanged)
	5. Other:
	aa) Intended for processing (9), of a free-at-frontier value (5) of not less than 208.58 ECU per 100 kg net weight (2) (8)
	bb) (Unchanged)
	II. (Unchanged)

113

ANNEX II

(applicable with effect from 16 September 1981)

Heading No	Description
04.04	Cheese and curd:
	A. Emmentaler, Gruyère, Sbrinz, Bergkäse, Appenzell, Vacherin fribourgeois and Tête de moine, not grated or powdered:
	I. Of a minimum fat content of 45% by weight, in the dry matter, matured for at least two months in the case of Vacherin fribourgeois and at least three months in the case of the others (2):
	a) Whole cheeses (4) of a free-at-frontier value (5) per 100 kg net weight of:
	1. 309.69 ECU or more, but less than 333.87 ECU
	2. 333.87 ECU or more
	b) Pieces packed in vacuum or in inert gas
	1. With rind on at least one side, of a net weight of not less than 1 kg and of a free-at-frontier value (5) per 100 kg net weight:
	aa) of not less than 333.87 ECU but less than 358.05 ECU
	bb) of not less than 358.05 ECU
	2. Other, of a net weight less than 450 g and of a free-at-frontier value (5) of not less than 391.90 ECU per 100 kg net weight
	II. Other
	B. (Unchanged)
	C. (Unchanged)
	D. (Unchanged)
	E. Other:
	I. Not grated or powdered, of a fat content, by weight, not exceeding 40% and a water content, calculated by weight of the non-fatty matter:
	a) Not exceeding 47%

ANNEX II (continued)

: Heading No :	Description :
: 04.04 : (contd) :	: b) Exceeding 47% but not exceeding 72% :
: :	: 1. Cheddar: :
: :	: aa) Cheddar made from unpasteurized milk, of a : : minimum fat content of 50% by weight, in : : the dry matter, matured for at least nine : : months (2): :
: :	: (11) Whole cheeses (4) of a free-at- : : frontier value (5) of not less than : : 243.49 ECU per 100 kg net weight (8) :
: :	: (22) Other, of a net weight: : : (aaa) Of not less than 500 g and of a : : free-at-frontier value (5) of : : not less than 261.63 ECU per : : 100 kg net weight (8) :
: :	: (bbb) Of less than 500 g (6) and of a : : free-at-frontier value (5) of : : not less than 273.72 ECU per : : 100 kg net weight (8) :
: :	: bb) Whole Cheddar cheeses (4), of a minimum fat : : content of 50% by weight, in the dry : : matter, matured for at least three months : : and of a free-at-frontier value (5) of at : : least 237.45 ECU per 100 kg net (2) (8) :
: :	: cc) Cheddar intended for processing (9), of a : : free-at-frontier value (5) of not less than : : 213.27 ECU per 100 kg net weight (2) (8) :
: :	: dd) Other :
: :	: 2. (Unchanged) :
: :	: 3. (Unchanged) :
: :	: 4. (Unchanged) :
: :	: 5. Other: :
: :	: aa) Intended for processing (9), of a free-at- : : frontier value (5) of not less than 213.27 : : ECU per 100 kg net weight (2) (8) :
: :	: bb) (Unchanged) :
: :	: II. (Unchanged) :

ANNEX III

(applicable with effect from 1 April 1981)

Heading number	Description	Rate of duty Autonomous or % levy (L)	Conventional %
1	2	3	4
04.04	Cheese and curd (a):		
	A. Emmentaler, Gruyère, Sbrinz, Bergkäse, Appenzell, Vacherin fribourgeois and Tête de moine, not grated or powdered:		
	I. Of a minimum fat content of 45% by weight, in the dry matter, matured for at least two months in the case of Vacherin fribourgeois and at least three months in the case of the others (b):		
	a) Whole cheeses of a free-at-frontier value per 100 kg net weight of:		
	1. 303.53 ECU or more, but less than 327.71 ECU	23 (L)	(c)
	2. 327.71 ECU or more	23 (L)	(c)
	b) Pieces packed in vacuum or in inert gas		
	1. With rind on at least one side, of a net weight of not less than 1 kg and of a free-at-frontier value per 100 kg net weight:		
	(aa) of not less than 327.71 ECU but less than 351.89 ECU	23 (L)	(c)
	(bb) of not less than 351.89 ECU	23 (L)	(c)
	2. Other, of a net weight of less than 450 g and of a free-at-frontier value of not less than 385.74 ECU per 100 kg net weight:	23 (L)	(c)
	II. Other	23 (L)	(c)

- (a) The exchange rate to be applied in converting into national currencies the ECU referred to in the subdivisions of this heading shall, notwithstanding General Rule C3 contained in Part 1, Section 1, be the representative rate, if such rate is fixed for the purposes of the common agricultural policy.
- (b) Entry under this subheading is subject to conditions to be determined by the competent authorities.
- (c) See Annex.

Heading number	Description	Rate of duty	
		Autonomous or % levy (L)	Conven- tional %
1	2	3	4
04.04	B. (Unchanged)		
	C. (Unchanged)		
	D. Processed cheese, not grated or powdered:		
	I. In the blending of which only Emmentaler, Gruyère and Appenzell have been used and which may contain, as an addition, Glarus herb cheese (known as Schabziger), put up for retail sale, of a free-at-frontier value of not less than 218 ECU per 100 kg net weight and of a fat content, by weight, in the dry matter, not exceeding 56% (b)	23 (L)	(c)
	II. (Unchanged)		
	E. (Unchanged)		

The following text is added to Additional Note 4 in Chapter 4 of the CCT:
 "- Vacherin frigourgeois: not less than 6 kg but not more than 10 kg,
 - Tête de moine: not less than 0.700 kg but not more than 4 kg."

ANNEX IV

(applicable with effect from 16 September 1981)

		Rate of duty	
Heading number	Description	Autonomous or % levy (L)	Conventional %
1	2	3	4
04.04	Cheese and curd (a):		
	A. Emmentaler, Gruyère, Sbrinz, Bergkäse, Appenzell, Vacherin fribourgeois and Tête de moine, not grated or powdered:		
	I. Of a minimum fat content of 45% by weight, in the dry matter, matured for at least two months in the case of Vacherin fribourgeois and at least three months in the case of the others (b):		
	a) Whole cheeses of a free-at-frontier value per 100 kg net weight of:		
	1. 309.69 ECU or more, but less than 333.87 ECU	23 (L)	(c)
	2. 333.87 ECU or more	23 (L)	(c)
	b) Pieces packed in vacuum or in inert gas:		
	1. With rind on at least one side, of a net weight of not less than 1 kg and of a free-at-frontier value per 100 kg net weight:		
	(aa) of not less than 333.87 ECU but less than 358.05 ECU	23 (L)	(c)
	(bb) of not less than 358.05 ECU	23 (L)	(c)
	2. Other, of a net weight of less than 450 g and of a free-at-frontier value of not less than 391.90 ECU per 100 kg net weight:	23 (L)	(c)
	II. Other	23 (L)	(c)

- (a) The exchange rate to be applied in converting into national currencies the ECU referred to in the subdivisions of this heading shall, notwithstanding General Rule C3 contained in Part 1, Section 1, be the representative rate, if such rate is fixed for the purposes of the common agricultural policy.
- (b) Entry under this subheading is subject to conditions to be determined by the competent authorities.
- (c) See Annex.

ANNEX IV (continued)

Heading number	Description	Rate of duty	
		Autonomous or % levy (L)	Conven- tional %
1	2	3	4
04.04	B. (Unchanged)		
	C. (Unchanged)		
	D. Processed cheese, not grated or powdered:		
	I. In the blending of which only Emmentaler, Gruyère and Appenzell have been used and which may contain, as an addition, Glarus herb cheese (known as Schabziger), put up for retail sale, of a free-at-frontier value of not less than 218 ECU per 100 kg net weight and of a fat content, by weight, in the dry matter, not exceeding 56% (b)	23 (L)	(c)
	II. (Unchanged)		
	E. (Unchanged)		

The following text is added to Additional Note 4 in Chapter 4 of the CCT:
 "- Vacherin frigourgeois: not less than 6 kg but not more than 10 kg,
 - Tête de moine: not less than 0.700 kg but not more than 4 kg."

119
ANNEX V

Heading number	Description	Rate of conventional duty
04.04	Cheese and curd	
	A. Emmentaler, Gruyère, Sbrinz, Bergkäse and Appenzell, not grated or powdered:	
	I. Of a minimum fat content of 45% by weight, in the dry matter, matured for at least three months (a):	
	a) Whole cheeses (b) of a free-at-frontier value per 100 kg net weight of:	
	ex 1. 141.45 ECU or more, but less than 171.37 ECU (excluding Appenzell) (c) (d)	24.18 ECU per 100 kg net weight
	ex 2. 171.37 ECU or more (excluding Bergkäse) (c)	9.07 ECU per 100 kg net weight
	b) Pieces packed in vacuum or in inert gas:	
	1. With rind on at least one side, of a net weight:	
	ex aa) Of not less than 1 kg but less than 5 kg and of a free-at-frontier value of not less than 165.63 ECU but less than 205.52 ECU per 100 kg net (excluding Appenzell) (c)(a)	24.18 ECU per 100 kg net weight
	ex bb) Not less than 1 kg and of a free-at-frontier value of not less than 205.52 ECU per 100 kg net weight (excluding Bergkäse) (a)	9.07 ECU per 100 kg net weight
	2. Other, of a net weight of less than 450 g and of a free-at-frontier value of at least 229.70 ECU	9.07 ECU per 100 kg net weight

(a) Entry under this subheading is subject to conditions to be determined by the competent authorities.

(b) The expression "whole cheeses" shall be taken to apply to whole cheeses of the following weights:- Emmentaler: not less than 60 kg but not more than 130 kg; Gruyère and Sbrinz: not less than 20 kg but not more than 45 kg; Bergkäse: not less than 20 kg but not more than 60 kg; Appenzell: not less than 6 kg but not more than 8 kg.

ANNEX V (continued)

- (c) The Community reserves the right to apply value limits lower than those specified in the text of the concessions.
With effect from 1 July 1970 the value limits shall be adapted automatically on the basis of changes in the factors determining the formation of prices for Emmentaler in the Community.
Such adjustment shall be based on an increase or reduction of 16.93 ECU in the minimum value for any upward or downward movement of 1.21 ECU per 100 kg of the common target price for milk in the Community.
- (d) The Community reserves the right to reduce the customs duties autonomously from 24.18 ECU to 18.13 ECU subject to an increase of 6.04 ECU in the value limits.

COUNCIL REGULATION (EEC) No /81

of

amending Regulation (EEC) No 1269/79 as regards the conditions for the marketing of reduced-price butter for direct consumption during the 1981/82 milk year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Regulation (EEC) No 804/68 of the Council of 27 June 1968 on the common organization of the market in milk and milk products (1), as last amended by the Act of Accession of Greece, and in particular Article 12(2) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the Opinion of the European Parliament (2),

Having regard to the Opinion of the Economic and Social Committee (3),

Whereas the system established by Council Regulation (EEC) No 1269/79 of 25 June 1979 on the marketing of reduced price butter for direct consumption (4), as last amended by Regulation (EEC) No 1362/80 (5), applies only until the end of the 1980/81 milk year on the conditions laid down in the third subparagraph of Article 6 of the said Regulation;

Whereas there are still substantial quantities available on the butter market; whereas it is therefore appropriate to continue to take measures which reduce the price of butter to the final private consumer; whereas it is therefore appropriate

(1) OJ No L 148, 28.6.1968, p. 13

(2) OJ No C

(3) OJ No C

(4) OJ No L 161, 29.6.1979, p. 8

(5) OJ No L 140, 5.6.1980, p. 14

to authorize the Member States to continue to apply, on a permanent or temporary basis, Scheme A referred to in Regulation (EEC) No 1269/79 during the 1981/82 milk year, and to extend the special arrangements hitherto applicable in the United Kingdom,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

The third subparagraph of Article 6 of Regulation (EEC) No 1269/79 is hereby replaced by the following :

"During the 1981/82 milk year:

(a) the Member States are authorized to make use of Scheme A referred to in Article 2(1) either on a permanent basis or for such periods as they may determine;

(b) however, the United Kingdom shall continue to apply the scheme referred to in Article 2(2)."

Article 2

This Regulation shall enter into force on 1 April 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

123

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81

of

amending Regulation (EEC) No 986/68 laying down general rules
for granting aid for skimmed milk and skimmed-milk powder for use
as feed

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Regulation (EEC) No 804/68 of the Council of 27 June 1968 on the common organization of the market in milk and milk products (1), as last amended by the Act of Accession of Greece, and in particular Article 10(2) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas Article 2a(3) of Regulation (EEC) No 986/68 of the Council, (2), as last amended by Regulation (EEC) No 1273/79 (3), lays down a margin within which the aid for skimmed-milk powder may be fixed; whereas, in view of the criteria set out in the first paragraph of that Article, the limits of this margin should be adjusted,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

The text of the first subparagraph of Article 2a(3) of Regulation (EEC) No 986/68 shall be replaced by the following:

"3. Aid for skimmed-milk powder shall be a minimum of 50 and a maximum of 64 ECU per 100 kilograms."

(1) OJ No L 148, 28.6.1968, p. 13

(2) OJ No L 169, 18.7.1968, p. 4

(3) OJ No L 161, 22.5.197 p. 14.

Article 2

This Regulation shall enter into force on 1 April 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

125

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81

of

amending Regulation (EEC) No 1079/77 as regards the co-responsibility
levy applicable in the milk and milk products sector during the 1981/82
milk year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the Opinion of the European Parliament (1),

Having regard to the Opinion of the Economic and Social Committee (2),

Whereas Council Regulation (EEC) No 1079/77 (3), as last amended by
Regulation (EEC) No 1364/80 (4), introduced a co-responsibility levy
applicable until the end of the 1982/83 milk year affecting, in principle, all
quantities of milk delivered to dairies and certain farm sales of milk products;

Whereas the amount of the levy, the purpose of which is to bring about a better
balance on the milk market by creating a more direct link between production
and possible outlets for milk products, should be maintained at 2% of the
target price for milk for the 1981/82 milk year;

Whereas Article 2(3) of Regulation (EEC) No 1079/77 provides for the
application of an additional levy during the 1981/82 milk year if sales
of milk by producers in the calendar year 1980 are 1.5% or more higher than
in the calendar year 1979, in order to cover the cost to the Community of
disposing of the additional quantities of milk;

(1) OJ No C
(2) OJ No C
(3) OJ No L 131, 26.5.1977, p. 6
(4) OJ No L 140, 5.6.1980, p. 16

Whereas the increase in the sales in question is 2.6% and the resulting additional cost to the Community is estimated at 213 million ECU; whereas the additional levy applicable during the 1981/82 milk year must permit this amount to be recovered;

Whereas, in order to achieve this objective, it seems appropriate to provide that the additional levy shall, outside the zones already exempted from the co-responsibility levy, be payable by undertakings which purchase from producers a quantity of milk exceeding the average quantities which they have purchased during the corresponding months in the two preceding calendar years, at the rate of 8.8 ECU per 100 kg additional quantity of milk purchased; whereas, in the absence of agreement between the purchaser and producers on a different system, the purchaser should pass on the additional levy to producers in proportion to the extent to which they have increased their deliveries;

Whereas, however, provision should be made for the said purchasers of additional quantities of milk to obtain, at the end of the milk year, a reimbursement of the additional levy paid to the extent to which they have channelled this milk towards manufacture of fresh products whose disposal does not involve additional cost to the Community, in the absence of intervention and aid measures or export refunds for the said products; whereas reimbursement should also be made where, for a purchaser, the total of his monthly additional levy payments would exceed the sum payable for the total additional amount which he has purchased during the entire milk year;

Whereas it is important to indicate now what changes are planned in the application of the co-responsibility levy in the 1982/83 milk year, in particular the circumstances under which it will be possible to discontinue the additional levy,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

Regulation (EEC) No 1079/77 is hereby amended as follows:

1. In Article 2, paragraphs 2 and 3 are replaced by the following:

"2. The levy for the 1981/82 milk year shall be fixed at 2% of the target price for milk.

3. For individual producers, the levy referred to in paragraph 2 shall be differentiated according to their milk deliveries in proportion to the fodder area which they farm."

2. The following Article 3a is inserted:

"Article 3a

1. During the 1981/82 milk year, an additional levy shall be payable by any purchaser of milk delivered by a producer to an undertaking which treats or processes milk, on the quantity of milk which, during the month in question, exceeds the average quantity which it has purchased during the corresponding month in the two preceding calendar years.

2. The additional levy on this additional quantity of milk shall be 8.8 ECU per 100 kg.

It shall not be levied in the mountain and hill areas referred to in Article 1(2).

3. Purchasers subject to the additional levy shall pass it on in the price payable to producers for the month in question, on the basis of the quantity of milk which, in that month, exceeds, in each case, the average quantity delivered during the corresponding month in the two preceding calendar years.

However, the arrangements for passing the levy on proportionately in this way:

- (a) shall operate on condition that the producers in question qualify subsequently for any adjustments which the purchaser may obtain pursuant to paragraphs 4 and 5;
 - (b) shall not apply if the purchaser and the producers who sell milk to that purchaser have, in accordance with the rules covering their relationship, agreed on other ways of passing on the levy.
4. After the end of the 1981/82 milk year, a final account shall be drawn up for all milk purchasers who have been charged the additional levy only for certain months of that year. If it is found that the additional quantity purchased during the milk year in question is lower than the total monthly additional quantities on which the additional levy has been charged, the amount corresponding to the difference shall be reimbursed to him.
 5. Moreover, after the end of the 1981/82 milk year and on application by the purchaser, the additional levy paid during that milk year shall be refunded in respect of those additional quantities which the purchaser can prove have been employed to increase manufacture of whole drinking milk, yoghurt and/or fresh cheese, with a water content, by weight excluding fat, exceeding 62%.
 6. Detailed rules for implementing this Article shall be drawn up in accordance with the procedure referred to in Article 6 and shall determine:
 - (a) the measures necessary to establish the additional quantities purchased by an undertaking from producers;
 - (b) measures to prevent arrangements being made between producers and purchasers of milk and amongst producers with the object of artificially reducing the additional quantities subject to the additional levy;
 - (c) detailed rules governing exemption from the additional levy pursuant to the second subparagraph of paragraph 2;
 - (d) detailed rules governing the passing-on of the levy on a proportionate basis, as referred to in the first subparagraph of paragraph 3;
 - (e) detailed conditions for the reimbursement of the additional levy, referred to in paragraph 5.

7. The additional levy referred to in this Article shall be applied during the 1982/83 milk year only if it is found that the quantity of milk sold by Community producers in the form of milk and certain milk products in the calendar year 1981 has exceeded the quantity sold in the calendar year 1979 by 3% or more."

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply from 1 April 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

COUNCIL REGULATION (EEC) No /81

of

amending Regulation (EEC) No 1080/77 on the supply of milk and certain
milk products at reduced prices to schoolchildren

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Regulation (EEC) No 804/68 of the Council of 27 June 1968(1) on the common organization of the market in milk and milk products, as last amended by the Act of Accession of Greece, and in particular the second subparagraph of Article 26 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas Council Regulation (EEC) No 1080/77 (2), as last amended by Regulation (EEC) No 1637/79 (3), provides for a Community contribution to the cost of Member States' programmes for the supply of milk and certain milk products at reduced prices to school children;

Whereas, in order to encourage consumption of milk and milk products in schools, it is advisable to bring about a further reduction in prices by adjusting the said Community contribution to the target price for milk for the 1981/82 milk year;

Whereas it is also appropriate to extend the minimum period for which Article 1(1) of Regulation (EEC) No 1080/77 guarantees the continuation of the Community contribution towards financing the programmes in question,

(1) OJ No L 148, 28.6.1968, p. 13

(2) OJ No L 131, 26.5.1977, p. 8

(3) OJ No L 192, 31.7.1979, p. 1

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

Regulation (EEC) No 1080/77 is hereby amended as follows:

1. In Article 1(1), the expression "1977/78 milk year" is replaced by the expression "1981/82 milk year".
2. In Article 1(2), the amount "21.40 ECU" is replaced by the amount "23.60 ECU".

Article 2

This Regulation shall enter into force on 1 April 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81

of

fixing the guide price and the intervention price for adult
bovine animals for the 1981/82 marketing year

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 805/68 of 27 June 1968 on the common organization of the market in beef and veal (1), as last amended by the Act of Accession of Greece, and in particular Article 3(3) and the second subparagraph of Article 6(4) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (2),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),

Whereas, when the guide price for adult bovine animals is fixed, account should be taken both of the objectives of the common agricultural policy and of the contribution which the Community desires to make to the harmonious development of world trade; whereas the common agricultural policy aims inter alia to ensure a fair standard of living for the agricultural community, to guarantee the availability of supplies and to ensure that supplies reach consumers at reasonable prices;

Whereas the guide price must be fixed in accordance with the criteria laid down in Articles 3(2) of Regulation (EEC) No 805/68; whereas, for the 1981/82 marketing year, it should be fixed at a higher level than that adopted for the previous marketing year; whereas, to limit the effects of this increase on the market, it should be effected in two stages;

(1) OJ No L 148, 28.6.1968, p. 24

(2) OJ No C

(3) OJ No C

Whereas, moreover, the incomes of beef and veal producers may be supported whilst intervention buying is restricted to the meat from male adult bovine animals;

Whereas, in view of the current economic situation on the beef and veal market, the intervention price for adult bovine animals for the 1981/82 marketing year should be fixed at the same level in relation to the guide price as that adopted for the previous marketing year;

Whereas, under Article 6(3) of Regulation (EEC) No 805/68, the intervention agencies must buy in beef and veal offered to them when the average prices on the Community market are below the intervention price; whereas, under Article 6(1) of the same Regulation, the intervention agencies buy in, having regard to the characteristics of the production of the Member State to which they belong, meat offered to them which has certain quality characteristics; whereas, in the light of the experience of recent years and foreseeable market trends, provision should be made for the 1981/82 marketing year for suspending, in respect of each Member State or in respect of certain regions of Member States, intervention buying-in of each of these qualities when it is found that their price on the representative markets of the Member State or the region in question exceeds their maximum buying-in price over a certain period;

Whereas Council Regulation (EEC) No /81 (4) established a Community grading scale for carcasses of adult bovine animals; whereas, consequently, this scale should be applied, as soon as it comes into effect, to the calculation of the maximum buying-in price so that the same maximum buying-in price per category is obtained throughout the Community,

(4) OJ No L

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the 1981/82 marketing year, by way of derogation from Article 3(1) of Regulation (EEC) No 805/68, the guide price for adult bovine animals shall be:

- 170.40 ECU per 100 kilograms live weight, for the period until 6 December 1981,
175.22 ECU per 100 kilograms live weight, for the period from 7 December 1981 until the end of the marketing year.

Article 2

For the 1981/82 marketing year, by way of derogation from Article 5(2) of Regulation (EEC) No 805/68, the meat bought in by intervention agencies shall be fresh or chilled meat from male adult bovine animals, presented in the form of carcasses, half-carcasses, compensated quarters, forequarters or hindquarters.

Article 3

For the 1981/82 marketing year, by way of derogation from the second subparagraph of Article 6(1) of Regulation (EEC) No 805/68:

- (a) the intervention price referred to in the said subparagraph shall be:
153.36 ECU per 100 kilograms live weight for the period until 6 December 1981,
157.70 ECU per 100 kilograms live weight for the period from 7 December 1981
until the end of the marketing year;
- (b) the price level referred to in the first sentence of Article 6(3) of Regulation (EEC) No 805/68 shall be:
153.36 ECU per 100 kilograms live weight for the period until 6 December 1981,
157.70 ECU per 100 kilograms live weight for the period from 7 December 1981
until the end of the marketing year.

Article 4

For the 1981/82 marketing year:

1. by way of derogation from Article 6(1) and (3) of Regulation (EEC) No 805/68, buying-in by the intervention agencies of one or more qualities to be determined of fresh or chilled meat, falling within subheadings 02.01 A II a) 1, 02.01 A II a) 2 and 02.01 A II a) 3 of the Common Customs Tariff, may be partially or wholly suspended in a Member State or in a region of a Member State:
 - (a) by the Commission, in accordance with the procedure specified in point 4, where the market price for the quality or qualities in question, recorded in accordance with Article 12(6) of Regulation (EEC) No 805/68 on the representative markets of the Member State in question remains - during a period of three consecutive weeks - above 100% and equal to or less than 102% of the maximum buying-in price fixed for that quality or those qualities in accordance with point 3;
 - (b) by the Commission, where the market price referred to in (a) remains - during a period of three consecutive weeks - above 102% of the maximum buying-in price referred to in (a).

2. If buying-in by the intervention agencies has been suspended pursuant to point 1, the Commission shall decide to resume buying-in where the market price for that quality or those qualities remains equal to or less than the maximum buying-in price during a period of two consecutive weeks.

3. The maximum buying-in price shall be calculated for each of the qualities determined by applying to an amount equal to 90% of the guide price a coefficient expressing the normal relationship, adjusted according to the characteristics of each Member State's production, between the price for the quality in question and the price of adult bovine animals recorded on the representative markets of the Community in accordance with Article 12(6) of Regulation (EEC) No 805/68.

However, as from the date on which the Community grading scale for carcasses of adult bovine animals provided for in Regulation (EEC) No comes into effect, the maximum buying-in price to be applied in the event of intervention purchases shall be determined in such a way that the same price is obtained for all carcasses belonging to the same category and having the same characteristics.

4. Detailed rules for the application of this Article shall be adopted in accordance with the procedure laid down in Article 27 of Regulation (EEC) No 805/68.

Article 5

This Regulation shall enter into force on the day of its application in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81
of
amending Regulation (EEC) No 1357/80 introducing a system of premiums
for maintaining suckler cows

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (1),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (2),

Whereas Council Regulation (EEC) No 1357/80 (3) provided for the granting of a premium for maintaining suckler cows; whereas it is necessary to fix the amount of that premium for the 1981/82 marketing year; whereas the purpose of that premium is to maintain producers' incomes at a satisfactory level; whereas the amount of the premium should therefore be increased by the same percentage as the guide price for adult bovine animals;

Whereas experience gained during the 1980/81 marketing year has shown the need to establish a Community list of beef breeds to ensure that the premium is uniformly applied throughout the Community; whereas it is also necessary to lay down certain conditions for the application of the premium, particularly as regards the replacement of the cows present on the holding;

(1) OJ No C

(2) OJ No C

(3) OJ No L 140, 5.6.1980, p. 1

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

Regulation (EEC) No 1357/80 is hereby amended as follows:

Article 2

1. Article 2(2) is replaced by the following:

"2. The granting of the premium shall in addition be subject to an undertaking by the applicant that he will not deliver for the purpose of sale milk or milk products for 12 months from the day on which the application is lodged and that he will keep on his holding for a minimum period of six months from the same date a number of suckler cows, or in-calf heifers for their replacement, which is at least equal to that for which the premium has been granted".

2. Article 3 is replaced by the following:

"Article 3

1. For the 1981/82 marketing year, the amount of the premium shall be 21.60 ECU for each suckler cow kept by the producer on the day on which the application is lodged.

The premium shall be paid in a single instalment.

The amount of this premium shall be financed by the Guarantee Section of the European Agricultural Guidance and Guarantee Fund.

2. Subject to a limit of 21.60 ECU per cow, Member States shall be authorized to grant nationally an additional premium, provided that the granting of such a premium does not give rise to discrimination between stock farmers in one and the same Member State".

3. Article 5(4) is replaced by the following:

"4. 'Suckler cow' shall mean a cow, or an in-calf heifer for the replacement thereof as referred to in Article 2(2), which belongs to one of the beef breeds listed in the Annex hereto or is the offspring of a cross with one of those breeds and forms part of a herd used for rearing calves for meat production the owner of which sells neither milk nor milk products".

4. The Annex to this Regulation is added thereto.

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

List of beef cattle breeds referred to in
Article 5(4)

140

Aberdeen Angus
 Aubrac
 Bazadaise
 Beevilde
 Blanc-bleu de Belgique (Weiss-blaue Belgier, Blåvidt Belgisk Kvaeg,
 Belgian Bleu)

 Blonde d'Aquitaine
 Brahman
 Braunvieh (Brunkvaeg)
 British White (White Park)
 Brune des Alpes (Bruno Alpina, Brown Swiss)
 Bruno rendena
 Burlina
 Charolaise
 Chianina
 Devon (North, South)

 Galloway
 Garfagnina
 Gasconne
 Gelbvieh
 Gloucester
 Grigia Alpina
 Grigiatibal d'Adige
 Gulkvaeg
 Hereford
 Highland (Skotsk Høilandskvaeg)
 Limousine
 Longhorn
 Luïng
 Maine-Anjou
 Marchigiana
 Maremmana
 Modicana
 Murray-Grey
 Parthénaise
 Pezzata rossa d'Oropa
 Piemontese
 Pie rouge de l'Est (except Montbéliarde)
 Pinzgauer (Pinzgau)
 Pisana
 Pontremolese
 Red Lincoln (Rød Lincoln)
 Red Poll
 Reggiana
 Romagnola
 Rouge de Belgique (Rødt Belgisk Kvaeg)
 Salers
 Sarda
 Shetland
 Shorthorn (Kødkorthorn)
 Simmenthal (Simmentaler, Fleckvieh, Pezzata Rossa Simmenthal, Pezzata Rossa
 Friulana)

 Sussex
 Tarina
 Tortonese
 Valdostana
 Verzese Ottonese
 Vorderwälder
 Welsh Black (Sort Wallisisk Kvaeg)

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81
of
on the granting of a calving premium in Italy

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (1),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (2),

Whereas the intervention price applicable in the beef and veal sector for the 1981/82 marketing year was fixed at a level below that resulting from the implementation of Article 6 of Council Regulation (EEC) No 805/68 on the common organization of the market in beef and veal (3), as last amended by the Act of Accession of Greece; whereas Italy, which, during the six preceding marketing years, has applied the calving premium system referred to in Council Regulation (EEC) No 1667/80 (4) should therefore continue to grant this premium for a further period of 12 months;

Whereas, however, recent developments in the beef and veal sector indicate a possible improvement of the market in Italy over the coming marketing years; whereas, therefore, the premium should be gradually reduced over the next three marketing years and then discontinued at the end of the 1983/84 marketing year;

(1) OJ No C

(2) OJ No C

(3) OJ No L 148, 28.6.1968, p. 24

(4) OJ No L

Whereas this premium constitutes intervention on the internal market within the meaning of Article 3 of Council Regulation (EEC) No 729/70 of 21 April 1970 on the financing of the common agricultural policy (5), as last amended by Regulation (EEC) No 929/79 (6),

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

- 1. Italy shall continue for three years to grant a premium for every calf born on its territory and still alive six months after its birth.
- 2. The amount of the said premium by twelve-month period shall be:
 - 33 ECU for the first year,
 - 21 ECU for the second year,
 - 10 ECU for the third year
 payable by the Guarantee Section of the European Agricultural Guidance and Guarantee Fund. It shall be paid in a single instalment.

Article 2

Detailed rules for implementing this Regulation shall be adopted in accordance with the procedure laid down in Article 27 of Regulation (EEC) No 805/68.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply from the day following that on which the application of the system provided for in Article 1 of Regulation (EEC) No 1667/80 ends.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

(5) OJ No L 94, 28.4.1970, p. 13
 (6) OJ No L 117, 12.5.1979, p. 4

143

proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81
of

fixing for the 1981/82 marketing year the basic price, the
intervention prices and the reference prices for sheepmeat

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 1837/80 of 27 June 1980 on the common organization of the market in sheepmeat and goatmeat (1), as last amended by Regulation (EEC) No 3446/80 (2), and in particular Article 3(1) and Article 7(6) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (3),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (4),

Whereas, when fixing the basic price for sheep carcasses, account should be taken both of the objectives of the common agricultural policy and of the contribution the Community intends to make to the harmonious development of world trade; whereas the main objectives of the common agricultural policy are to ensure a fair standard of living for the agricultural community, to assure the availability of supplies and to ensure that supplies reach consumers at reasonable prices;

Whereas the basic price must be fixed in accordance with the criteria laid down in Article 3(2) of Regulation (EEC) No 1837/80; whereas it should be fixed for the 1981/82 marketing year at a level exceeding that fixed for the previous marketing year; whereas the intervention prices correspond to a percentage of the basic price;

Whereas the reference prices must be fixed in accordance with the criteria laid down in Article 3(4)(b) of Regulation (EEC) No 1837/80, which provides for convergence of these prices in order to achieve a single Community reference price after a certain period;

(1) OJ No L 183, 16.7.1980, p. 1
(2) OJ No L 359, 31.12.1980, p. 16
(3) OJ No C
(4) OJ No C

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the 1981/82 marketing year, in the sheepmeat sector:

- 1. the basic price is hereby fixed at 365.70 ECU per 100 kg;
- 2. the intervention price shall be 310.85 ECU per 100 kg;
- 3. the derived intervention price applicable in region 4 is hereby fixed at 293.85 ECU per 100 kg;
- 4. the reference prices are hereby fixed at:
 - 389.55 ECU per 100 kg for region 1,
 - 365.70 ECU per 100 kg for region 2,
 - 341.85 ECU per 100 kg for region 3,
 - 337.88 ECU per 100 kg for region 4,
 - 324.36 ECU per 100 kg for region 5,
 - 365.70 ECU per 100 kg for region 6.

Article 2

The prices referred to in Article 1(1), (2) and (3) shall be seasonally adjusted in accordance with the table given in the Annex.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

145

ANNEX

(ECU/100 kg - green rate)

Week commencing	Week	Basic price	Intervention price	Derived intervention price
6 April 1981	1	398,7	338,9	321,9
13	2	402,3	342,0	325,0
20	3	399,6	339,7	322,7
27	4	399,1	339,2	322,2
4 May	5	397,5	337,9	320,9
11	6	395,9	336,5	319,5
18	7	395,4	336,1	319,1
25	8	394,9	335,7	318,7
1 June	9	393,3	334,3	317,3
8	10	391,7	332,9	315,9
15	11	389,0	330,7	313,7
22	12	384,8	327,1	310,1
29	13	381,6	324,4	307,4
6 July	14	378,4	321,6	304,6
13	15	375,5	319,2	302,2
20	16	373,1	317,1	300,1
27	17	369,9	314,4	297,4
3 August	18	365,7	310,8	293,8
10	19	362,0	307,7	290,7
17	20	357,2	303,6	286,6
24	21	353,0	300,1	283,1
31	22	347,7	295,5	278,5
7 September	23	342,4	291,0	274,0
14	24	339,2	288,3	271,3
21	25	337,1	286,5	269,5
28	26	334,4	284,2	267,2
5 October	27	332,8	282,9	265,9
12	28	331,8	282,0	265,0
19	29	330,7	281,1	264,1
26	30	329,7	280,2	263,2
2 November	31	330,7	281,1	264,1
9	32	331,8	282,0	265,0
16	33	333,4	283,4	266,4
23	34	334,4	284,2	267,2
30	35	336,0	285,6	268,6
7 December	36	338,5	287,7	270,7
14	37	341,9	290,6	273,6
21	38	344,5	292,8	275,8
28	39	353,5	300,5	283,5
4 January '82	40	361,5	307,3	290,3
11	41	364,1	309,5	292,5
18	42	366,5	311,5	294,5
25	43	368,0	312,8	295,8
1 February	44	369,7	314,2	297,2
8	45	370,8	315,2	298,2
15	46	372,5	316,6	299,6
22	47	374,7	318,5	301,5
1 March	48	376,8	320,3	303,3
8	49	380,5	323,4	306,4
15	50	386,9	328,9	311,9
22	51	393,3	334,3	317,3
29	52	402,3	342,0	325,0

proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81

of

• amending Regulation (EEC) No 1837/80 on the common organization of the
market in sheepmeat and goatmeat

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (1),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (2),

Whereas Council Regulation (EEC) No 1837/80 (3), as last amended by
Regulation (EEC) No 3446/80 (4), set up a common market organization for
sheepmeat and goatmeat; whereas the said organization includes a system of
premiums for sheepmeat producers, slaughter premiums and intervention;

Whereas experience during the first months the said system was applied has
shown the need to adapt some of the rules for those systems; whereas,
in particular, as regards region 3, which is made up of several Member
States, it would appear necessary to alter the method for calculating the
premium for producers so that the amount of the premium may be adapted to
the market situation in each Member State concerned; whereas, moreover,
the establishment of a ceiling in the said region must affect only Member
States which apply measures for intervention buying-in or the slaughter
premium for sheep;

(1) OJ No C
(2) OJ No C
(3) OJ No L 183, 16.7.1980, p. 1
(4) OJ No L 359, 31.12.1980, p. 16

Whereas the Community has undertaken, under voluntary restraint agreements, to limit levies on imports live animals,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

Regulation (EEC) No 1837/80 is hereby amended as follows:

1. Article 5(2), (3) and (4) is replaced by the following:

"2. Taking into account the foreseeable market price trends in each region concerned, a loss of income shall be estimated each year at the beginning of the marketing year in accordance with the procedure laid down in Article 26. This loss of income shall represent any difference there may be between the reference price for a region and the foreseeable market price for that region for the current marketing year to be established in accordance with Article 4.

This difference shall be multiplied by the tonnage of meat produced in each region concerned during the year preceding the current year; however, for region 3, that difference shall be multiplied by the tonnage of meat produced in each Member State concerned, during the same period. The total amount thus obtained shall be revised at the end of the marketing year, in accordance with the procedure laid down in Article 26, in order to take account of the actual market price trends and to ensure that the level of the premium corresponds to the actual loss of income.

3. However, where the intervention measures provided for in Article 6(1)(b) are applied, account shall be taken when calculating the total amount referred to in paragraph 2 of the effect of setting a ceiling on the premium, for the regions and during the period to which these measures apply, at a maximum equal to the difference between the reference price and the seasonally-adjusted intervention price. For region 3, the ceiling shall be determined by the Member State concerned.

Likewise, where the premium provided for in Article 9 is applied, account shall be taken, for the calculation of the total amount referred to in paragraph 2, of the effect of restricting the premium referred to in paragraph 1, for regions where the premium referred to in Article 9 is granted; for region 3 the ceiling shall be determined by the Member State concerned. This ceiling shall be obtained by deducting, from the total amount referred to in paragraph 2, the overall amount of the premium granted under Article 9.

4. The total amount referred to in paragraph 2 shall be divided, for each Member State concerned, by the number of ewes recorded in that Member State. The result obtained shall give the estimated amount of the premium payable per ewe and per Member State.

However, at the request of those concerned, the amount of the premium payable per ewe in region 1 may be equal to that determined in region 2 where beneficiaries have shown, to the satisfaction of the competent authority, that the lambs born of these ewes will not be slaughtered before two months of age."

2. Article 15 is replaced by the following:

"Article 15

Notwithstanding Articles 12, 13 and 14

- a) for products falling within subheading 01.04 B of the Common Customs Tariff the levies shall be limited to the amount resulting from voluntary restraint agreements;
- b) for products falling within subheadings 02.01 A IV of the Common Customs Tariff in respect of which the rate of duty has been bound under GATT, the levies shall be limited to the amount resulting from such binding or to that resulting from voluntary restraint agreements."

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

PROPOSAL OF
COUNCIL REGULATION (EEC) No

of

fixing the basic price and the standard quality for slaughtered pigs
for the period 1 November 1981 to 31 October 1982

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 43 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 2759/75 of 29 October 1975 on
the common organization of the market in pigmeat (1), as last amended by
the Act of Accession of Greece

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (2),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),

Whereas, when the basic price for slaughtered pigs is fixed, account should
be taken of the objectives of the common agricultural policy and of the
contribution which the Community desires to make to the harmonious develop-
ment of world trade; whereas the objectives of the common agricultural
policy are in particular to ensure a fair standard of living for the
agricultural community, to ensure that supplies are available and that
they reach consumers at reasonable prices;

Whereas the basic price must be fixed in accordance with the criteria laid
down in Article 4(1) of Regulation (EEC) No 2759/75 for a standard quality
defined according to Council Regulation (EEC) No 2760/75 of 29 October
1975 determining the Community scale for grading pig carcasses (4);

(1) OJ No L 282, 1.11.1975, p. 1

(2) OJ No C

(3) OJ No C

(4) OJ No L 282, 1.11.1975, p. 10

Whereas the most representative class and categories of weight in Community production should be taken as the standard quality;

Whereas the application of those criteria results in the basic price being fixed at a level higher than that adopted for the previous period;

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the period 1 November 1981 to 31 October 1982 the basic price for slaughtered pigs of the standard quality shall be 1730.06 ECU per 1000 kilograms.

Article 2

The standard quality shall be the quality for pig carcasses of Class II of the Community scale for grading pig carcasses laid down by Regulation (EEC) No 2760/75, excluding those carcasses with a weight of less than 70 kilograms and those with a weight equal to or greater than 160 kilograms.

Article 3

This Regulation shall enter into force on 1 November 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done

For the Council

Proposal for
 COUNCIL REGULATION (EEC) NO
establishing a system of aid for bee-keeping in respect of the 1981/82,
1982/83 and 1983/84 marketing years

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Articles 42 and 43 thereof;

Having regard to the proposal from the Commission;

Having regard to the opinion of the European Parliament;

Whereas, because of the action of pollination, bee-keeping is essential for
maintaining the yields of a wide range of agricultural crops;

Whereas bee-keeping should be promoted both to increase honey production
and to safeguard environmental equilibrium;

Whereas Community bee-keeping is generally conducted on a small scale, but
is of some importance to the economies of certain regions in the Community
and is a source of additional income for farmers in those regions;

Whereas the structural features and the natural conditions of production
limit the productivity of bee-keeping, and whereas the recent increase in
the cost of winter feed and the weather conditions of the last marketing
years have aggravated the situation;

Whereas premiums for denaturing white sugar for feeding bees are not to be
continued in 1981;

Whereas, under those circumstances, aid should be granted to this sector
over a period long enough to enable the initiation of long-term improvement;

Whereas expenditure incurred by Member States as a result of obligations under this Regulation should be financed by the Community, pursuant to Article 3 of Council Regulation (EEC) No 729/70 of 21 April 1970 on the financing of the common agricultural policy (1), as last amended by Regulation (EEC) No (2)

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

- 1. For three successive marketing years (1 July to 30 June), beginning with the 1981/82 marketing year, Member States shall grant aid in respect of bees kept within their territories.
- 2. The aid shall take the form of a specific contribution to associations of bee-keepers which are recognized by the Member State within whose territory the organization has its main establishment, according to the number of hives in production.
- 3. Such aid shall be granted on the request of those associations and the amount is hereby fixed at 1 ECU per hive in production and per marketing year.

Article 2

- 1. For the purpose of this Regulation, Association of bee-keepers means any organization of holders of hives, formed on the initiative of producers themselves for purposes including
 - a) promotion of the indigenous production of honey
 - b) improvement of their techniques
 - c) protection of the economic interests of their members.
- 2. Only those associations which enter into an undertaking not to exclude non-member bee-keepers from the benefits of the grant received shall be eligible for grants.

(1) OJ No L 94, 28.4.1970, p. 3
 (2)

3. The number of hives in production taken for calculating the amount of aid shall be that which the holders declare to the association as being maintained on a regular basis throughout the marketing year for which the aid is granted. A holder may submit only one declaration, producing any supporting documents requested by the competent authority of the Member State. Such declaration shall be by the association.

Article 3

1. Applications for aid shall be submitted not later than 31 May preceding the marketing year for which the aid is granted.
2. The Member State shall pay the amount of aid to the association in the three months following that in which the application has been submitted.

Article 4

1. The associations shall use not more than 50% of the aid granted for the purchase of feeding sugar to be distributed at reduced prices to the registered holders within the limit of 5kg per hive.
2. The remaining funds shall be allocated to appropriate schemes in the general interest connected with honey production, technology and marketing which are approved in advance by the Member States. In particular, this may concern:
 - teaching and training projects
 - disease control, prevention and research
 - cooperative marketing and quality control
 - breeding stations and elite breeders
 - migration of bees between regions.
3. However, the associations may, on majority approval of their membership and with the prior authorization of their Member State, use the total amount of aid granted for the financing of general schemes referred to in the preceding paragraph.

Article 5

Associations of bee-keepers shall be obliged:

- to keep separate accounts for the activities for which the grant has been used;
- to submit, not later than 3 months after the end of the marketing year for which the aid has been received, a report on the actions undertaken to the competent authority of the Member State.

Article 6

1. The Member States shall submit, not later than 6 months after the end of each of the three marketing years, a report on the application of this Regulation.
2. The Commission shall submit to the Council before 1 July 1983 a report on the implementation of this Regulation, with a view to making suggestions for the most appropriate common measure to be applied in future.

Article 7

1. If necessary, detailed rules for implementing this Regulation shall be adopted in accordance with the procedure laid down in Article 17 of Council Regulation (EEC) No 2771/75 (1).
eggs.
2. Member States and the Commission shall hold regular exchanges of views on the application of this Regulation, in particular under the procedure provided for in Article 18 of Regulation (EEC) No 2771/75.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at _____

For the Council

(1) OJ No L 282, 1.11.1975, p. 49.

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC) No /81
of
amending Regulation (EEC) No 878/77 on the exchange rates to be
applied in agriculture

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation No 129 on the value of the unit of account and the exchange rates to be applied for the purposes of the common agricultural policy (1), as last amended by Regulation (EEC) No 2543/73 (2), and in particular Article 3 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas the representative rates applicable at present were fixed by Council Regulation (EEC) No 878/77 (3), as last amended by Regulation (EEC) No 3447/80 (4); whereas it is now advisable to fix new and more economically realistic exchange rates for the Belgian franc, the Luxembourg franc, the German mark, the Dutch guilder and the pound sterling; whereas in the interests of clarity all the representative rates should be republished;

(1) OJ No 106, 30.10.1962, p. 2553/62

(2) OJ No L 263, 19.9.1973, p. 1

(3) OJ No L 106, 29.4.1977, p. 27

(4) OJ No L 359, 31.12.1980, p. 17

Whereas when these rates are adjusted account must be taken of the effects of the operation, particularly on prices, and of the situation existing in the Member States concerned; whereas, therefore, provision must be made for the new rates to take effect after a reasonable lapse of time, to coincide as a rule with the beginning of the new marketing year or the date of an adjustment in prices, although they should take effect immediately in certain cases;

Whereas, in order to prevent interdependent products being treated differently, provision must be made for the new rates to apply to the cereals, eggs and poultrymeat and ovalbumin and lactalbumin sectors from the same date;

Whereas the Monetary Committee will be consulted, and whereas, in view of the urgency of the matter, the measures envisaged should be adopted subject to the conditions laid down in Article 3(2) of Regulation 129,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

Annexes I to VIII to Regulation (EEC) No 878/77 are hereby replaced by Annexes I to IX to this Regulation.

Article 2

This Regulation shall enter into force on 1 April 1981.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

ANNEX I
BELGIUM/LUXEMBOURG

1.1 ECU = 39.7897 Belgian francs/Luxembourg francs .

This rate shall apply from:

- 1 July 1981 for the sugar and isoglucose sector,
- 1 August 1981 for the cereals, eggs and poultrymeat and ovalbumin and lactalbumin sectors,
- 1 November 1981 for the pigmeat sector,
- 16 December 1981 for the wine sector; other dates may however be fixed for distillation operations and for the aid provided for in Articles 14 and 14a of Regulation (EEC) No 337/79,
- 1 January 1982 for the fishery products sector,
- 1 July 1982 for the seeds sector,
- the beginning of the 1981/82 marketing year for other products for which there exists a marketing year that has not started by 1 April 1981,
- 1 April 1981 in all other cases.

Until the dates given above the following rate shall apply:

1 ECU = 40.5191 Belgian francs/luxembourg francs.

2. Notwithstanding the preceding paragraph, the following rate shall apply for milk and milk products until the beginning of the 1981/82 milk year:
- 1 ECU = 40.7264 Belgian francs/Luxembourg francs.

ANNEX II
DENMARK

1 ECU = 7.72336 Danish kroner.

ANNEX III

FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

1. 1 ECU = 2.60723 German marks

This rate shall apply from:

- 1 July 1981 for the sugar and isoglucose sector,
- 1 August 1981 for the cereals, eggs and poultrymeat and ovalbumin and lactalbumin sectors,
- 1 November 1981 for the pigmeat sector,
- 16 December 1981 for the wine sector; other dates may however be fixed for distillation operations and for the aid provided for in Articles 14 and 14a of Regulation (EEC) No 337/79,
- 1 January 1982 for the fishery products sector,
- 1 July 1982 for the seeds sector,
- the beginning of the 1981/82 marketing year for other products for which there exists a marketing year that has not started by 1 April 1981,
- 1 April 1981 in all other cases.

Until the dates given above the following rate shall apply:

1 ECU = 2.75175 German marks, except for the seeds sector, where:

1 ECU = 2.78341 German marks.

2. Notwithstanding the previous paragraph the following rates shall apply:

(a) in the milk and milk products sector:

1 ECU = 2.63490 German marks from the beginning of the 1981/82 milk year and

1 ECU = 2.60723 German marks from 16 September 1981 onwards.

Until the beginning of the 1981/82 milk year the following rate shall apply:

1 ECU = 2.78260 German marks.

(b) In the beef and veal sector:

1 ECU = 2.63490 German marks from the beginning of the 1981/82 marketing year and

1 ECU = 2.60723 German marks from 7 December 1981 onwards.

Until the beginning of the 1981/82 marketing year the following rate will apply:

1 ECU = 2.75175 German marks.

ANNEX IVFRANCE

1 ECU = 5.84700 French francs.

ANNEX VGREECE

1 ECU = 59.7175 Greek drachmas.

ANNEX VIIRELAND

1 ECU = 0.659274 Irish pounds.

ANNEX VIIITALY

1 ECU = 1 157.79 Italian lire.

ANNEX VIII
THE NETHERLANDS

1. 1 ECU = 2.74362 Dutch guilders.

This rate shall apply from:

- 1 July 1981 for the sugar and isoglucose sector,
- 1 August 1981 for the cereals, eggs and poultrymeat and ovalbumin and lactalbumin sectors,
- 1 November 1981 for the pigmeat sector,
- 16 December 1981 for the wine sector; other dates may however be fixed for distillation operations and for the aid provided for in Articles 14 and 14a of Regulation (EEC) No 337/79,
- 1 January 1982 for the fishery products sector,
- 1 July 1982 for the seeds sector,
- the beginning of the 1981/82 marketing year for other products for which there exists a marketing year that has not started by 1 April 1981,
- 1 April 1981 in all other cases.

Until the dates given above, the following rate shall apply:

1 ECU = 2.79391 Dutch guilders.

2. Notwithstanding the preceding paragraph, the following rate shall apply for milk and milk products until the beginning of the 1981/82 milk year:
- 1 ECU = 2.80821 Dutch guilders.

ANNEX IX
UNITED KINGDOM

1. 1 ECU = 0.582603 pounds sterling.

This rate shall apply from:

- 1 July 1981 for the sugar and isoglucose sector,
- 1 August 1981 for the cereals, eggs and poultrymeat and ovalbumin and lactalbumin sectors,
- 1 November 1981 for the pigmeat sector,
- 16 December 1981 for the wine sector; other dates may however be fixed for distillation operations and for the aid provided for in Articles 14 and 14a of Regulation (EEC) No 337/79,
- 1 January 1982 for the fishery products sector,
- the beginning of the 1981/82 marketing year for other products for which there exists a marketing year that has not started by 1 April 1981,
- 1 April 1981 in all other cases.

Until the dates given above, the following rate shall apply:

1 ECU = 0.618655 pounds sterling.

2. Notwithstanding the previous paragraph the following rates shall apply:

(a) in the milk and milk products sector:

1 ECU = 0.589476 pounds sterling from the beginning of the 1981/82 milk year and

1 ECU = 0.582603 pounds sterling from 16 September 1981 onwards.

Until the beginning of the 1981/82 milk year the following rate shall apply:

1 ECU = 0.618655 pounds sterling.

(b) In the beef and veal sector:

1 ECU = 0.589476 pounds sterling from the beginning of the 1981/82 marketing year and

1 ECU = 0.582603 pounds sterling from 1 December 1981 onwards.

Until the beginning of the 1981/82 marketing year the following rate will apply:

1 ECU = 0.618655 pounds sterling.